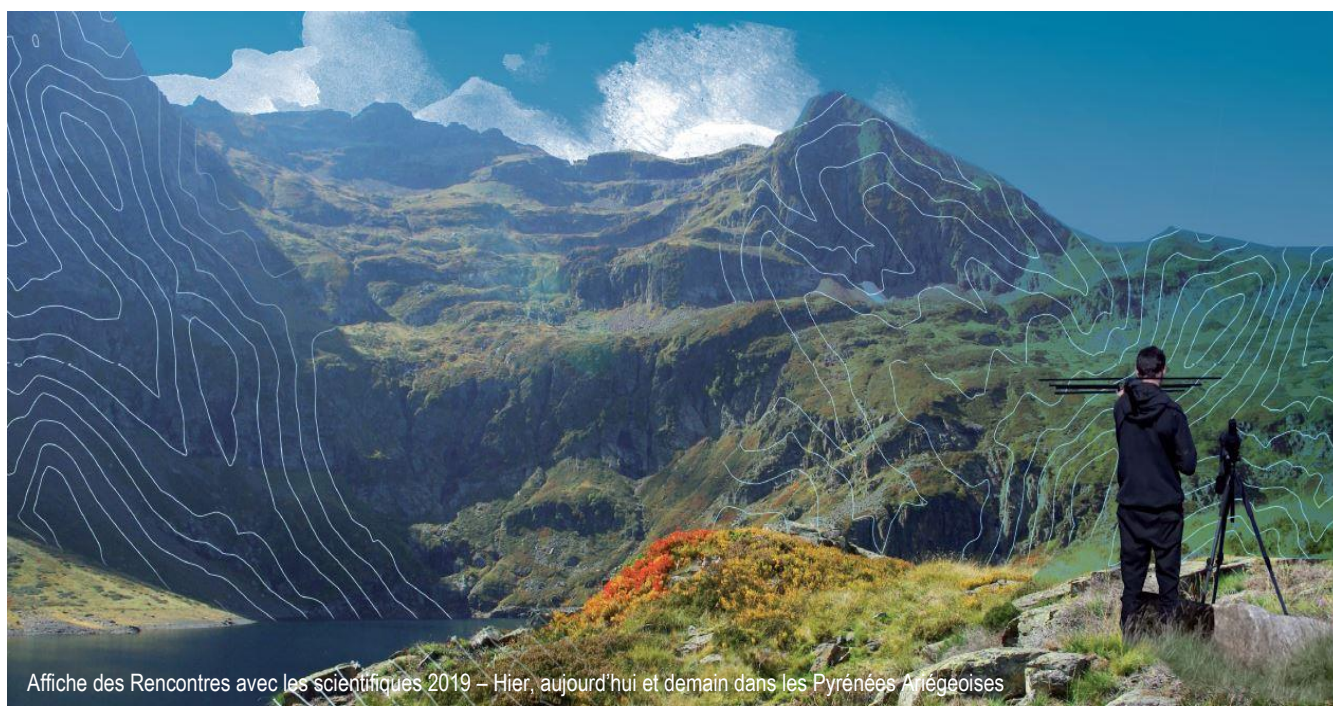




RESSOURCES ET PROSPECTIVE TERRITORIALES

*Contribution du Conseil scientifique à la réflexion sur le renouvellement de la Charte du Syndicat Mixte du
Parc naturel régional des Pyrénées Ariégeoises. JUIN 2021*



Comité de rédaction

Isabelle Bagdassarian doctorante en sciences de gestion et aménagement de l'espace au LEREPS Sciences Po Toulouse, Laurence Barthe géographe MC UT2J, Anne Calvet ex-professeur histoire géographie, Claude Dubois archéologue et historien, Corinne Eychenne géographe MC UT2J, Steve Hagimont historien MC UVSQ, Emmanuel Menoni biologiste ONCFS et Juan Carlos Rojas Arias architecte, enseignant à l'école d'architecture. Conception et mise en page : Gaëlle Fedrigo, chargée de mission PNRPA.



SOMMAIRE

Introduction	2
1. Ressources territoriales et prospective territoriale, de quoi parlons-nous ?	5
1.1. Ressource et ressource territoriale	5
1.1.1. La notion de ressource	6
1.1.2. Une ressource territoriale	7
1.2. Ressources territoriales et développement	8
1.2.1. La notion de développement	8
1.2.2. Un développement local	9
1.3. Prospective territoriale et démarches de prospective	11
1.3.1. Définition et objectifs de la prospective territoriale	11
1.3.2. Méthodes et pratiques des démarches de prospective territoriale :	13
2. Quels regards posent les chercheurs sur les 18 ressources identifiées par le PNR PA ?	16
2.1. Les travaux de chercheurs identifiés sur ou autour de ces ressources	17
2.1.1. Des « travaux de recherche » avec une approche croisée des ressources	17
2.1.2. Les 27 contributions classées par chercheurs :	18
2.2. Environnement, changement global et gestion des ressources	21
2.2.1. Les enjeux environnementaux locaux dans un contexte de changement global	21
2.2.2. Les nouveaux modes de gestion des ressources	22
2.3. Évolutions et choix de vie et de développement des sociétés « rurales »	23
2.3.1. Les évolutions de la société dans les espaces « ruraux »	23
2.3.2. De nouvelles priorités dans les choix de vie et de développement	23
3. Que propose le CS pour aborder la révision de la Charte du PNR PA 2024-2039 ?	24
3.1. Une analyse des choix et pratiques du PNR PA autour de cette démarche prospective :	24
3.1.1. Analyse des choix de ressources et de leurs composantes :	24
3.1.2. Analyse des exercices de prospective territoriale au sein du PNR	26
3.2. Des propositions d'approche à privilégier	28
3.2.1. Une définition revisitée de la notion de ressource territoriale avec un regard systémique	28
3.2.2. Une démarche prospective, participative, innovante et continue	29
3.3. Aborder la question des enjeux majeurs pour le PNRPA de 2024 à 2039.	31
3.3.1. Qu'est-ce qu'un enjeu et quels seraient les enjeux possibles sur le territoire du PNR PA ?	31
3.3.2. Habiter et Bien vivre, deux concepts clés	35
Conclusion	36

INTRODUCTION

Dans le cadre du renouvellement de sa charte pour la période 2024-2039¹, ainsi que dans la perspective de la création d'une réserve de biosphère transfrontalière², le bureau du Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Pyrénées Ariégeoises (SMPNR PA) a sollicité l'avis de son conseil scientifique, avec une double commande : il attend, d'une part, un retour des chercheurs sur les 18 ressources identifiées pour réaliser son diagnostic de territoire, selon la spécialité de chacun, et, d'autre part, le résultat d'une réflexion prospective sur les enjeux majeurs pour le PNRPA à l'horizon 2039. Pour réfléchir à cette demande et tenter d'y apporter des éléments de réponse, le conseil scientifique a créé un groupe de travail interne et a sollicité la participation de Laurence Barthe, géographe de l'université Toulouse Jean Jaurès spécialiste de ces sujets, qui a bien voulu apporter son concours à ce travail.



Figure 1 : Les 18 ressources identifiées par le SMPNR PA

Le défi est ambitieux, puisqu'il s'agit de proposer des réponses sur les enjeux futurs à l'échelle du PNRPA, c'est-à-dire un espace de bientôt 164 communes, approprié de façon très diverse par des habitants aux modes de vie et aspirations variés, dans le contexte démographique, économique, social et environnemental local et mondial actuel. En effet, la situation est particulière et nouvelle : les habitants du PNRPA, comme tous les habitants de la planète, sont confrontés directement à des « crises » majeures, qui s'imposent à tous, et dont la pandémie de la covid apparaît comme un symptôme. La perte de biodiversité et le changement climatique, entre autres, sont des enjeux qui concernent l'ensemble des habitants de la planète et imposent des choix collectifs à toutes les échelles, y compris locales. Les bouleversements associés sont susceptibles d'affecter nombre d'aspects du patrimoine naturel du parc comme des activités humaines. Par ailleurs, le territoire du PNRPA est souvent perçu de façon paradoxale. Il apparaît d'une part comme un espace en situation difficile sur le plan social et économique. En 2011, dans la typologie des

¹ La révision de la Charte – PNR <https://www.parc-pyrenees-ariegeoises.fr/le-parc-quest-ce-que-cest/parc-naturel-regional-pyrenees-ariegeoises/revision-de-charte/>

² Tout savoir sur la future Réserve mondiale de biosphère : la Lettre aux Partenaires <https://www.parc-pyrenees-ariegeoises.fr/tout-savoir-sur-la-future-reserve-mondiale-de-biosphere-la-lettre-aux-partenaires/> L'un des objectifs de cette réserve de biosphère est de développer les travaux de recherche sur le territoire du Parc Pyrénéen des Trois Nations.

campagnes françaises de M. Hilal³, le territoire du PNRPA est classé majoritairement dans la catégorie « à faibles revenus, croissance résidentielle, économie présentielle et touristique dynamique, avec éloignement des services d'usage courant ». Le rapport Territoires 2040 de la DATAR⁴ inscrit l'Ariège dans les territoires « de faible densité », avec une grande variabilité dans les modes de vie des habitants. D'autre part, dans ces temps de crise, cet espace « de faible densité » présente des facteurs d'attractivité, en raison des caractéristiques de son cadre de vie, de la disponibilité relative d'espace, de la quiétude et du rapport privilégié à la nature qu'il donne à voir. Il pourrait devenir le support d'innovations et d'expérimentations de transformations dans les modes d'appropriation de l'espace.

Enfin, aborder la question des ressources territoriales, de leur devenir à travers un travail de prospective territoriale, suppose de se mettre d'accord sur le sens des termes. Ce sont des mots très utilisés actuellement, à la fois par les hommes politiques, les acteurs économiques, les spécialistes de l'aménagement du territoire et les habitants. Chacun a sa propre définition de ce qu'est une ressource, de ce qu'est le territoire, et de ce que sont les ressources spécifiques de son territoire, et chacun a des idées « prospectives » sur les enjeux de demain pour ce territoire. Dans le champ de la recherche, le sujet des « ressources » est vaste et renvoie à des approches à la fois multiples et croisées, et le sujet de la prospective est régulièrement remis au goût du jour pour envisager les perspectives d'avenir d'un territoire au moment où on s'interroge sur la stratégie à mettre en place. Les membres du conseil scientifique n'ont pas forcément de compétences spécifiques pour caractériser chacune des ressources telles qu'elles ont été formulées et retenues. Surtout, ils considèrent que ces ressources font système, et elles font le plus souvent l'objet d'approches transversales dans leurs travaux. Ils n'ont pas non plus de certitudes sur les grands enjeux de demain pour ce territoire, considérant que la production de réponses sur ce sujet ne leur appartient pas exclusivement, et qu'elle nécessite une mise en débat.

Cette contribution se présente donc plutôt comme un outil de réflexion et de mise en perspective, qui permet de poser et de se poser des questions. ***Comment penser les ressources et la prospective territoriale pour déterminer les grands enjeux de demain sur le territoire du PNRPA et en permettre l'appropriation ?*** Dans un premier temps, nous essayons d'apporter des éléments de réflexion sur les concepts de ressource territoriale et de prospective territoriale. Dans un deuxième temps, nous présentons le regard des chercheurs membres du conseil scientifique sur les questions liées aux 18 ressources retenues, avec en annexe une série de fiches par chercheur. Et dans un troisième temps, nous proposons une analyse de la liste des ressources choisies et des exercices de prospective pratiqués par le PNR, et nous identifions quelques points clés pour aider à la réflexion sur la mise en œuvre du projet de révision de la Charte.

Figure 2 : Tableau des ressources et de leurs composantes choisies par le SMPNRPA pour son diagnostic territorial (nov 2020)

1. Situation géographique

Localisation, contexte territorial -montagnard – climat changement climatique/ principales évolutions climatiques attendues -

³ HILAL Mohamed. « La nouvelle typologie des campagnes françaises et des espaces à enjeux spécifiques. Territoires en Mouvement », Paris. DATAR, 2012, pp.6-13.

⁴ BARTHE Laurence et MILIAN Johann. « Les espaces de faible densité : des territoires multifonctionnels entre dépendance et attractivité ». *Territoires 2040, revue d'études et de prospective*. Documentation Française. DATAR 2011, page 151-183

topographie, réseau hydrographique, géologie, organisation administrative - évolution du cadre institutionnel, contexte régional - comité de massifs des Pyrénées, contexte transfrontalier – Parc Pyrénéen des 3 Nations, coopération –partenariat.

2. Air

Une qualité de l'air plutôt bonne (dispositif de surveillance, Le secteur résidentiel, principal contributeur aux émissions de particules fines), Suivi des poussières, les pesticides dans l'air ambiant, dégradation de la qualité de l'air par les pollens : le cas particulier de l'ambrosie, un territoire dépendant à la voiture qui engendre des polluants.

3. Biodiversité

Milieus naturels - diversités des habitats, espèces animales et végétales, amélioration de la connaissance, pressions sur les milieux et les espèces, impacts du changement climatique sur la biodiversité, périmètre de protection, fonctionnalités écologiques - Trame verte et bleue, trame sombre, les programmes de conservation de la biodiversité (Plans nationaux d'actions, Paiements pour services environnementaux)

4. Capitaux locaux

Capital économique du territoire (revenus, épargne, taxe)

5. Ciel nocturne

Pollution lumineuse, éclairage public et énergie, trame sombre, valorisation du ciel nocturne

6. Connexion « nature »

Proximité à la nature, ressourcement comme source de bien-être, connexion à la nature et tourisme,

7. Eau

Caractérisation, usages et pression, gestion de l'eau, risque inondation, changement climatique et impacts pressentis sur la gestion des eaux

8. Tissu économique

Dynamique des secteurs d'activités (agriculture, industrie, service, commerce, artisanat, tourisme, dynamique de création d'entreprise),

9. Énergie

La consommation énergétique du territoire et son évolution (par secteur),

10. Gestion de l'espace

Évolution de l'occupation du sol, Foncier et consommation foncière - artificialisation - enrichissement, les outils de planification - documents d'urbanisme, risques et catastrophes naturelles, équipements et services, mobilité, couverture numérique.

11. Forêt

Caractéristique générale -couvert forestier - espèce-desserte forestière, propriété foncière, gestion et protection des forêts, forêt et biodiversité, un réservoir de carbone, un rôle pour le stockage de l'eau, forêt et changement climatique, les risques en zone forestière, Caractérisation de la filière bois, bois énergie, Certification de la gestion durable des forêts, usages territoriaux

traditionnels et de loisirs (chasse, cueillette, sport de pleine nature).

12. Modèle de production alimentaire

Place de l'agriculture dans le territoire, évolution de l'activité, les productions agricoles, les produits du terroir, valorisation des productions et des produits et démarche de qualité, Alimentation, Le pastoralisme, les races locales, agriculture et changement climatique, agriculture et biodiversité

13. Patrimoine historique/culturel

Le patrimoine historique, archéologique, patrimoine lié à l'eau, patrimoine religieux, patrimoine bâti, patrimoine lié au pastoralisme et aux usages agricoles, patrimoine minier et industriel, patrimoine ethnologique, la langue et culture occitane/patrimoine immatériel, les savoir-faire et les manifestations culturelles, les outils de protection et valorisation du patrimoine culturel.

14. Paysages

Les différents types de paysage, les éléments identitaires du paysage, d'autres paysages importants sur le territoire, les points noirs paysagers, la signalétique et l'affichage publicitaire, les dynamiques d'évolution constatées, les outils mis en place pour la préservation des paysages

15. Quiétude

Le bruit, des effets sur la santé et le bien-être, le bruit lié aux infrastructures routières, les véhicules tout terrain, des impacts sur la biodiversité

16. Ressource humaine

Dynamiques démographiques, Situation socio-économique (revenus disponibles faibles, l'emploi, niveau d'études, l'éducation et formation), la jeunesse, la recherche, la problématique des logements vacants, l'accessibilité aux services, la vie associative, pratiques culturelles et sportives

17. Santé environnementale

La qualité de l'environnement (Air, sol, habitat, rayonnements, eau, bruit, pollution lumineuse, proximité à la nature), santé environnementale et alimentation

18. Sol-sous-sol

Diversité géologique, l'abondance karstique, les spécificités des habitats souterrains et de leur faune, des ressources minérales et minéralogiques très diverses, les exploitations minières et de carrière, les sites géologiques à caractère sportif et touristique, le projet de Réserve Naturelle Nationale

1. RESSOURCES TERRITORIALES ET PROSPECTIVE TERRITORIALE, DE QUOI PARLONS-NOUS ?

1.1. Ressource et ressource territoriale

Les ressources⁵ désignent traditionnellement des éléments naturels (ressources minérales, énergétiques) ou matériels (machines, etc.), extraits ou exploités par une société donnée à un moment donné dans un espace et un contexte politique, technique, économique donné, dans le but d'améliorer la situation des habitants et/ou de créer des richesses. Le terme de « ressource » s'étend aux biens immatériels, les capitaux par exemple (ressources financières), ou les capacités de travail et d'innovation (ressources humaines, savoir-faire) ou encore une identité territoriale, professionnelle. Par ailleurs, G. Bertrand⁶ distingue « source, ressource et ressourcement » et montre que ces trois concepts interfèrent : dans un espace géographique une source relève du sous-système naturaliste, une ressource relève du sous-système socio-économique, et le ressourcement relève du sous-système socioculturel. Les ressources apparaissent donc comme des moyens de vivre, d'agir dans le sens d'une amélioration de la vie, et peuvent être appréhendées de manière globale ou à l'échelle d'un territoire spécifique.

Une approche segmentée qui présenterait une ressource comme une « matière à extraire ou à exploiter sur un espace spécifique » est très questionnée aujourd'hui. Qu'est ce qui « fait ressource » aujourd'hui et comment savoir ce qui fera « ressource » demain ? Qu'est-ce qu'une ressource « territoriale » ?

1.1.1. La notion de ressource

Une ressource est variable dans le temps et dans l'espace : la notion de ressource est contingente dans le temps car une ressource un jour peut ne plus l'être demain, par épuisement, ou en raison d'un autre choix plus performant, ou par l'arrivée d'une nouvelle technique ou d'un nouveau besoin de protection par exemple. Ainsi, ce qui est considéré comme un déchet aujourd'hui, défini par une valeur nulle ou négative, peut devenir une ressource si une société humaine lui trouve une utilisation⁷. Par exemple, le pétrole est connu depuis l'Antiquité, mais n'est véritablement « exploité » que depuis le début du XXe siècle. Inversement, ce qui est identifié à un moment donné comme un potentiel peut être identifié à un autre moment comme indésirable, par exemple les ressources minières, en raison de l'impact des modèles extractifs. C'est aussi une notion contingente dans l'espace car une ressource ici n'est pas forcément une ressource ailleurs, par exemple la présence de personnes âgées peut être ignorée ou considérée comme un poids dans un territoire, ou comme une vraie ressource (économique - or gris ou silver economy -, et/ou sociale, culturelle et éducative) dans un autre territoire.

Une ressource est une construction sociale ancrée : il n'y a en définitive pas de ressource sans besoin des sociétés⁸ : toute ressource est donc créée et non découverte en tant que telle et tout est susceptible de constituer une ressource. Toute ressource est une interface entre des éléments sociaux et naturels⁹, le produit de représentations et d'une relation entre un élément matériel, immatériel, une société, ses savoirs, capacités techniques et organisationnelles. La question de la nature des ressources elle-même est donc indissociable du mode de mise en valeur et d'utilisation des ressources. C'est l'action commune¹⁰ qui active des ressources en révélant des richesses matérielles et immatérielles latentes, et des savoir-faire. Par exemple, l'AOC Beaufort dans les années 1960 relance l'activité fromagère en créant des coopératives en gestion directe ; c'est un « agir commun » qui mobilise une ressource à partir d'un imaginaire partagé (cloches et air pur) et qui permet en parallèle le développement d'un certain modèle

⁵ TCHEKEMIAN Anthony, "La notion de ressource territoriale", colloque de Mirabel Le Pradel, et rubrique « ressources » dans Géoconfluences : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/>, 2004.

⁶ BERTRAND Georges (SD), « Le géosystème : un espace-temps anthropisé », dans Une géographie traversière, l'environnement à travers territoires et temporalités, Arguments. 2002, page 257.

⁷ BLEUQUE Rémi, MICHEAUX Helen, AGGERI Franck, « D'une politique de gestion des déchets vers une politique d'économie circulaire ? », conférence OPDE, Les outils pour décider ensemble, 4 et 5 février 2016, Rouen.

⁸ PECQUEUR Bernard et LAJARGE Romain, Programme PS DR3 Rhône-Alpes, « RessTerr ». UMR PACTE- Rhône-Alpes.

⁹ BLOT Frédérique et MILIAU Johan, « Ressource, un concept pour l'étude de relations éco-socio-systémiques », Montagnes méditerranéennes et développement territorial, 2013.

¹⁰ BUCLET Nicolas et CERNEAU Juliette, Interactions et rétroactions entre dimension matérielle et immatérielle des systèmes communs de ressources spatialisés : une lecture par l'écologie territoriale, 2019.

touristique. L'activation de la ressource ne va donc pas de soi et nécessite la combinaison de plusieurs facteurs : on parle d'élargissement de la ressource¹¹. En effet, la ressource, située dans l'espace et dans le temps, a un cycle de vie, avec une logique de renouvellement qui peut être liée à l'épuisement de la ressource soit naturel, soit économique (plus de marché), et au renouvellement des valeurs sociétales¹².

1.1.2. Une ressource territoriale

Lorsqu'elle émerge, se structure et se réalise dans un espace spécifique, une ressource devient ressource territoriale. Le terme de « territoire » apparaît au début des années 1980 et renvoie à des concepts très anciens, comme celui de « terre ». Il est ambigu, car longtemps les « territoires » ont été les colonies, donc des lieux conquis, puis les lieux de la révolte des identités (« volem virure al país »), puis aujourd'hui une forme d'antidote à la fatigue des sociétés face à la mondialisation¹³. Le territoire se définit aujourd'hui comme l'ensemble des lieux où habitent ses habitants, les lieux qu'ils pratiquent, entre lesquels ils circulent, où ils agissent et qu'ils s'approprient, et donc aucun territoire ne peut être pensé autrement qu'en réseau et en interdépendance avec d'autres territoires. Le territoire varie dans le temps et dans l'espace, il s'agit d'un espace matériel et symbolique que chaque acteur, individuel ou collectif, cherche plus ou moins à contrôler¹⁴. Le territoire est donc une construction sociale qui joue également un rôle de référent spatial, souvent fondé sur l'idée de « proximité », qui rassemble une histoire commune et des formes de coopération spécifiques¹⁵. Et si l'identité territoriale est un facteur de mobilisation pour « faire projet », ce sont de plus en plus souvent les projets qui « font » les territoires (voire l'identité territoriale), ce que l'on appelle « faire territoire ».

Quand on parle de ressources territoriales on parle d'un mode de révélation et de valorisation de la ressource qui s'inscrit dans une volonté de création de nouvelles formes de plus-value qui restent sur le territoire : on cherche à produire différemment par rapport au modèle dominant et à ce que la plus-value générée revienne davantage voire au maximum aux producteurs, gestionnaires de la ressource. Territorialiser la valorisation de la ressource, c'est chercher à structurer une économie territoriale. On peut ici prendre l'exemple de la démarche engagée par les acteurs de l'Aubrac depuis les années 70 : en réinterrogeant ce qui faisait ressource pour eux, ils ont réinterprété leurs savoir-faire, leurs biens territoriaux traditionnels (la vache Aubrac, son fromage, sa viande, ses produits dérivés, associés comme l'aligot, le couteau..) et ils ont introduit des innovations techniques (élevage, transformation laitière), des innovations organisationnelles (création d'une coopérative) afin de maintenir la maîtrise locale de la production et surtout assurer une meilleure rétribution des producteurs et la création d'emplois locaux non délocalisables (1 producteur = plus de 1 emploi dans la coopérative Jeune Montagne). Par le développement de cette activité agricole, ils ont généré d'autres boucles productives locales autour de la gastronomie, du tourisme, de la gestion des espaces naturels, agricoles. Une ressource territoriale est donc plurielle¹⁶, composée d'un ensemble d'éléments qui contribuent à sa spécificité. Ces ensembles, que l'on qualifie de composantes des ressources, se croisent et s'articulent.

Une ressource territoriale s'inscrit dans d'autres échelles spatiales que l'échelle locale : Selon Michel Lussault¹⁷, « *c'est en ce sens que chaque individu devrait comprendre que ses façons de faire en matière de gestion de l'eau, des déchets, de mobilité, de proximité, de solidarité avec autrui ne concernent pas que sa personne et son espace*

¹¹ GILLIO Nicolas. « Le foncier, une ressource territoriale pour le développement économique ». Université Grenoble Alpes, laboratoire Pacte Territoires, dirigée par Bernard PECQUEUR. 2017

¹² TERNAUX Patrick et PECQUEUR Bernard, « Ressources territoriales structure sociale et comportement des acteurs » Université de Grenoble, 2008.

¹³ VANIER Martin et ESTEBE Philippe, Le pouvoir des territoires, essai sur l'inter-territorialité, Economica anthropos, 2010.

¹⁴ AVRY Loïc, Analyser les conflits territoriaux par les représentations spatiales : une méthode cognitive par cartes mentales, thèse de géographie. Université Rennes 2, NNT : 2012REN20032. tel-00808779, 2012.

¹⁵ PECQUEUR Bernard, « La ressource territoriale : une réponse émergente à la crise en milieu rural ? » Séminaire du pôle rural de la MRSH de Caen, Octobre 2017.

¹⁶ JANIN Claude et PERRON Loïc, « La ressource territoriale : notions et processus d'activation », programme PSDR3 Rhône-Alpes. « Ress Terr », ressources territoriales, politiques publiques et gouvernance. UMR-PACTE, GIS Alpes Jura, Suaci Alpes du Nord.

¹⁷ LUSSAULT Michel, *Hyper lieux*, Seuil, 2017.

immédiat mais aussi et sans transition synchroniquement et simultanément le monde ». Ce qui signifie qu'une ressource territoriale doit être pensée dans une approche multiscalaire, mise en relation avec les problématiques globales et avec celles de toutes les échelles territoriales locales et régionales.

Enfin, une ressource peut être comprise de façon très diverse par les acteurs selon leur processus d'appropriation de leur territoire. La ruralité reste révélatrice d'un mode particulier d'occupation de l'espace, et de représentations spécifiques. Mais aujourd'hui, l'espace de vie des Français¹⁸ est composé de lieux reliés entre eux par des pratiques de mobilités à géométrie variable selon les ressources des individus. Cette mobilité fabrique des territorialités inédites, atténuant la distinction entre urbanité et ruralité. La ruralité peut être ainsi associée à une nouvelle identité des territoires de « campagne »¹⁹ : on passe par exemple d'un espace rural considéré comme lieu de « production essentiellement agricole » à un espace rural « réservoir de nature », lequel devient un décor à préserver pour des valeurs esthétiques, même si cette nature est produite par des aménagements agro-sylvo-pastoraux pluriséculaires. Ces changements des modes d'habiter induisent aussi un changement dans la perception des « ressources ». Par exemple, l'agriculture, appréhendée comme ressource territoriale, peut ne pas être comprise en priorité comme une activité de production mais comme une activité gestionnaire de la nature.

Cela pose aussi, finalement, la question de la propriété de la ressource, de son appropriation et de la forme de sa gestion. Qui est propriétaire des ressources et qui les gère ? Ses propriétaires au sens juridique du terme, ses usagers, l'ensemble des citoyens ? En effet, les approches et modèles de valorisation/gestion de la ressource sont très divers et étroitement dépendants des évolutions du contexte global, tant en matière d'évolutions économiques, environnementales que sociétales. Approche privée, approche publique, approche par les communs se croisent avec des modèles de valorisation distincts des ressources : économie productive, territoriale, économie sociale et solidaire, économie résidentielle, économie circulaire, autant de cadres d'analyse qui questionnent le rapport entre ressources et territoire.

1.2. Ressources territoriales et développement

Les ressources sont utilisées pour contribuer à ce que l'on appelle communément un « développement », concept souvent flou qui mêle croissance économique et qualité de vie. Aujourd'hui, les objectifs de ce développement sont en principe inscrits dans le cadre d'un développement dit « durable » ou plus exactement « soutenable », dont l'objectif serait de concilier une croissance économique, la préservation de l'environnement et une équité ou un progrès social et culturel. Mais de quoi parle-t-on au juste quand on évoque le « développement » et un « développement local » ?

1.2.1. La notion de développement

Après la Seconde Guerre mondiale, le développement s'installe au cœur des relations internationales et des politiques nationales. Par ce terme issu de la biologie, il s'agit d'allier progrès économique et amélioration de l'accès aux biens de première nécessité et à l'éducation. La hiérarchie mondiale se divise dès lors entre pays développés et pays en voie de développement qui sont convoités par les deux blocs de la guerre froide. A l'échelle française, le développement devient aussi le maître mot des politiques d'aménagement du territoire, particulièrement celles mises en œuvre à partir des années 1960, qui visent à résorber les fortes inégalités de richesse et d'aménagement des espaces. Les limites et les effets du développement animent les débats des années 1970 : les inégalités mondiales ne se sont pas uniformément résorbées et l'environnement mondial fait les frais de la croissance exceptionnelle des pays occidentaux. Le développement est en crise, le rapport dirigé par les époux Meadows en 1972, *The Limits of Growth*, en est un

¹⁸ REGHEZZA-ZITT Magali, La France, une géographie en mouvement, Documentation Photographique, n° 8096, 2013.

¹⁹ MATHIEU Nicole. « La notion de rural et les rapports ville campagne en France : les années 1990 ». Economie rurale, volume 247, 1998.

témoignage retentissant. La notion de développement durable naît de cette crise. Formalisé en 1987, il tente de faire la synthèse des critiques et de réinventer l'économie mondiale, dans une perspective optimiste voire « utopique »²⁰. Visant à satisfaire les besoins présents sans compromettre ceux des générations futures, il entend concilier la réduction des inégalités, la croissance économique et la protection de l'environnement.

Au début du XXI^e siècle, la dégradation continue de la biodiversité et de l'atmosphère, ainsi que la persistance des inégalités économico-sociales, semblent signer l'échec du développement durable. *Le Rapport sur les objectifs de développement durable 2020*²¹ souligne l'insuffisance des efforts mondiaux déployés pour atteindre les objectifs fixés. A l'échelle mondiale et depuis 1998, des millions de personnes ont commencé à sortir de la misère, mais l'année 2020 marque une nouvelle et forte augmentation de l'extrême pauvreté. A l'échelle infra-étatique, les inégalités augmentent partout, en particulier les écarts entre les classes moyennes et les ultra-riches. Le rapport montre également que le changement climatique se poursuit à un rythme soutenu et les émissions globales de gaz à effet de serre continuent de croître. L'année 2019 a été la deuxième année la plus chaude jamais enregistrée et a marqué la fin de la décennie (2010-2019) la plus chaude. Pendant ce temps, l'acidification des océans s'accélère, la dégradation des terres se poursuit, des espèces clés sont menacées d'extinction et les modes de consommation et de production non viables restent extrêmement répandus. Parmi ceux et celles qui considèrent que l'environnement doit être pris en compte pour éviter des désastres, deux tendances s'opposent dès lors, schématiquement : les partisans de la croissance verte et ceux de la décroissance. Les uns voient dans la croissance la seule manière de maintenir la paix et le bien-être, à condition qu'elle soit découplée des émissions de gaz à effet de serre ; ils misent donc sur l'innovation et la transition vers les énergies renouvelables. Les autres pensent que la croissance infinie dans un monde fini est impossible parce que la croissance induit une augmentation de la consommation énergétique, de l'artificialisation des sols et des prélèvements en ressources naturelles, à l'exemple de l'essor du numérique dont on oublie souvent l'empreinte écologique croissante. Face au risque de dégradation irréversible des conditions de vie sur Terre, ils préfèrent la précaution au pari de l'innovation et invitent donc à réfléchir à ce à quoi l'on tient vraiment parmi tout ce que l'on possède ou peut posséder aujourd'hui en Occident. Les partisans de la décroissance ont avec eux des faits : malgré les immenses progrès techniques, aucune zone n'est parvenue à découpler absolument et durablement croissance économique et hausse de l'empreinte carbone. La transition vers les énergies dites « renouvelables », sans diminution de la consommation énergétique, paraît intenable, parce qu'elle est gourmande en ressources minérales limitées (à commencer par le cuivre) et polluantes à extraire (cobalt et lithium), et parce qu'elle participe à l'effondrement de la biodiversité (artificialisation des sols, déforestation pour les agrocarburants), sans gain suffisant en termes d'efficacité énergétique²². Cependant, la croissance verte est aujourd'hui la seule option retenue dans les politiques publiques. Cette crise globale du développement met les territoires en position charnière : ils sont à la fois dépendants de décisions plus globales et pris dans une concurrence généralisée qui fait que toute décision de rupture peut provoquer une marginalisation et un appauvrissement ; ils sont aussi l'échelle territoriale pertinente pour expérimenter de nouvelles manières de vivre, en réduisant l'empreinte carbone et en concourant au maintien de la biodiversité. Les territoires sont le lieu de renouvellement factuel du développement voire de son dépassement²³.

1.2.2. Un développement local

²⁰ PESTRE Dominique, « Développement durable : anatomie d'une notion », *Natures Sciences Sociétés*, t. 19, 2011, p. 31-39 <<https://doi.org/10.1051/nss/2011104>>

²¹ <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/progress-report/>

²² PARRIQUE T., BARTH J., BRIENS F., KERSCHNER C., KRAUS-POLK A., KUOKKANEN A., SPANGENBERG J.H., *Decoupling debunked. Evidence and arguments against green growth as a sole strategy for sustainability*, Bruxelles, European Environmental Bureau, 2019, <https://eeb.org/library/decoupling-debunked/>

²³ "Growth without Economic Growth", Communiqué du Bureau européen de l'environnement, 11 janvier 2021.

Lors de la semaine du développement local²⁴ organisée par l'UNADEL²⁵ et le collectif « Territoires et citoyens en Occitanie²⁶ » début mars 2021, Laurence Barthe a présenté quelques points clés sur les évolutions des principes fondateurs du développement local.



Les grands principes du développement local

1^{er} principe

- **le développement local est toujours situé dans un contexte** socio-économique, politique, environnemental, une historicité au regard desquels il se réinterroge, il propose un « pas de côté », une reconstruction, voire une rupture.

2^{ème} principe

- **le développement local traduit une capacité des sociétés locales dans leur diversité à conduire, maîtriser leurs conditions de vie**, d'habitabilité du territoire. Le développement local exprime une nouvelle manière de dire et de faire notre mode d'habiter dans une perspective de mieux vivre, de bien vivre voire aussi parfois de survivre en portant une attention singulière aux besoins de l'habitant.

3^{ème} principe

- **le développement local traduit régulièrement trois capacités : capacité à agir ensemble, à faire ou refaire société ; capacité à réinterroger les ou ses ressources dans une perspective de valorisation au service des habitants et du territoire ; capacité à faire ou refaire territoire et à se situer territorialement.** Ces trois capacités sont des constructions, elles reposent sur des expérimentations, des apprentissages : leur combinaison située donne lieu à une grande diversité de configurations. Ces trois capacités s'appuient sur des leviers, des activateurs au premier rang desquels l'animation (l'ingénierie appréhendée comme la mobilisation des savoirs d'accompagnement des acteurs locaux dans leurs initiatives) et la mobilisation de dispositifs d'appui publics, institutionnels.

Sur le premier principe, à savoir la question des contextes et des modes de déclenchement du développement local, deux constats se confirment. Le premier est que les termes de **rupture** et de **transition** deviennent récurrents. La rupture est liée à la réalité environnementale, écologique de notre planète qui re-questionne fondamentalement nos modes d'habiter, de co-habiter, de produire sur terre. La rupture anthropocène²⁷ est potentiellement radicale : elle ouvre des perspectives nouvelles à condition d'être appropriée, mise en actes. La singularité de cette rupture, confirmée par la crise sanitaire d'ailleurs, est qu'elle affecte tous les territoires : chacun a une vulnérabilité environnementale, sanitaire, géopolitique.

Le deuxième constat est celui de **l'importance de la conscientisation collective d'une situation** : il n'y a pas de processus de développement local sans conscientisation collective d'une nécessité de changement, de bifurcation face à un contexte problématique. Cette conscientisation est marquée par le souhait commun de réinvestissement de la proximité et de l'agir à plusieurs. Différents leviers peuvent accompagner cette conscientisation de la rupture : formation animation, action sur la convivialité, mobilisation du sensible, des émotions pour faire émerger des regards communs, partagés sur les destins des territoires et pour des récits qui fédèrent.

²⁴ Semaine du développement local : croiser nos expériences pour apprendre ensemble | Unadel

²⁵ Union nationale des acteurs du développement local UNADEL <https://unadel.org>

²⁶ Territoires et Citoyens <https://territoiresetcitoyens.fr/>

²⁷ Notion, proposée en 2000 par Paul Crutzen, qui désigne l'ère géologique dans laquelle les humains sont devenus la principale force de transformation de la Terre, agissant sur la composition des sols, de l'atmosphère, de la biodiversité et du climat. CORDOBES Stéphane, *La prospective territoriale en l'anthropocène : question de méthode ou d'éthique ?* Revue Horizons publics. Prospective territoriale : construire l'avenir des territoires. HS hiver 2021. Page 28-31.

Sur le deuxième principe, à savoir la question des finalités du développement local, les travaux et témoignages de la semaine du développement local montrent la remontée en force de la quête de sens. L'ère anthropocène dans laquelle sont entrées les sociétés du monde ne doit pas être appréhendée dans une logique de sinistrose mais doit ou peut rouvrir des horizons porteurs de sens. Depuis quelques années, l'observation des démarches de développement local pouvait laisser croire à une sensation de perte de sens au profit d'une logique de projet institutionnel corseté remobilisant souvent les mêmes enjeux, les mêmes mots, autour de séquences standardisées. Les témoignages des porteurs d'initiatives ont remis en avant l'importance du sens, des sens, le besoin vital de ré-enchantement de l'action située de développement local, rappelant qu'il existe toujours des marges de manœuvre, des capacités d'inflexion au regard d'une situation contrainte. Le projet est **reconsidéré dans sa dimension culturelle**, réinterroge les objectifs de vie des vivants de notre planète, à travers un récit fédérateur et activateur de valeurs.

Sur le troisième principe, à savoir la question des capacités fondatrices du développement local, les manières de faire se renouvellent : les paradigmes de développement sont aujourd'hui réinterrogés avec la priorité de mobiliser des ressources qui rémunèrent de différentes manières (marchandes comme non marchandes, solidaires) les habitants des territoires en prenant soin des qualités écologiques de ces territoires. Les différents modèles d'analyse du rapport économie-société-territoire-environnement posent la question de ce qui fait valeur et la manière d'apprécier, de quantifier, de formaliser cette valeur, et renouvellent son approche (monnaies locales, revenus de base...). Le développement local continue à être un laboratoire permanent de l'action collective, de la participation, comme le montrent les collectifs qui « bricolent » des formes d'organisation, de partage et portage de leurs actions dans une logique d'adaptation aux besoins ressentis. Si la dynamique de participation constitue un moteur du développement local depuis ses origines, la nouveauté réside peut-être aujourd'hui dans l'affirmation d'un principe **de co-responsabilité** des acteurs dans les actions collectives. La gouvernance d'action s'élargit, au-delà du périmètre établi des acteurs directement concernés, dans une logique de « mobilisation essaimeuse », c'est-à-dire avec la présence de différents cercles de participation reconnus et en capacité de conduire des actions de manière autonome. Enfin, si les initiatives sont situées territorialement, investissent un lien fort à un lieu, elles mettent aussi en œuvre un mode de relation à un ailleurs, à travers l'inscription dans des réseaux, la recherche et le partage de ressources, l'accueil de l'altérité. Elles confirment également que les démarches de développement local d'aujourd'hui s'inscrivent davantage que par le passé dans des complémentarités d'échelles et, au regard des enjeux environnementaux, biologiques, intègrent progressivement **l'exigence de co-responsabilité et de co-latéralité**.

1.3. Prospective territoriale et démarches de prospective

1.3.1. Définition et objectifs de la prospective territoriale

« La prospective n'est ni une doctrine, ni un système. Elle est une réflexion sur l'avenir (...). Issue de nos problèmes les plus pressants, nourrie de notre inquiétude la plus authentique, la prospective n'est pas simplement l'expression d'un intérêt gratuit que nous porterions à l'avenir, sans nous arracher pour autant à nos habitudes. Elle ne vise pas à satisfaire notre curiosité, mais à rendre nos actes plus efficaces. Elle ne veut pas deviner, mais construire. Ce qu'elle préconise, c'est (...) une attitude pour l'action. Se tourner vers l'avenir, au lieu de regarder le passé, n'est donc pas simplement changer de spectacle, c'est passer du « voir » au « faire » »²⁸.

²⁸ BERGER Gaston, « Méthodes et résultats ». Revue prospective n°6, Presses Universitaires de France, novembre 1960.

Disons en première approximation que tout se passe comme si les individus étaient d'autant plus contraints d'inventer leur propre futur qu'aucun système prévisionnel ne peut aujourd'hui leur dire de quoi demain sera fait. »²⁹

« Le professionnalisme est une maladie qui vient aux gens par leur métier, par la maîtrise qu'ils en ont, qui les asservit... Quelqu'un qui sait faire les choses et qui ne croyant plus qu'à ce savoir, ne laisse plus entrer dans son cœur l'inconnu de toutes choses.. »³⁰

Ces trois citations issues de registres distincts constituent un univers de référence permettant de poser les cadres, les principes et les postures qui accompagnent toute démarche de prospective.

La prospective territoriale est « une philosophie de l'action collective s'efforçant de répondre à la nécessité politique de « conjuguer » les temps (passé, présent, futur) et d'offrir une représentation cohérente de l'avenir »³¹. Elle consiste à étudier un territoire de manière systémique, à travers plusieurs dimensions (mobilités, environnement, bâti, risques, dynamiques démographiques, flux économiques, articulations territoriales...), en s'intéressant d'abord à ses acteurs, par exemple à partir d'enquêtes de terrain, et éventuellement d'élaborer des scénarios pour guider la décision politique. L'économiste Michel Godet³² la définit comme une réflexion pour l'action, qui donne une clé de compréhension et d'explication des crises pour les anticiper et les surmonter. Gaston Berger³³, considéré comme l'inventeur de la prospective et fondateur de la revue « prospective » en 1957, la définit comme l'étude des futurs possibles, et explique que l'avenir est le domaine de l'incertitude et de la liberté, et aussi celui de notre responsabilité.

La prospective n'est pas de la prévision et encore moins de la prédiction, elle peut être définie comme :

- une démarche d'exploration d'un système territorial visant la construction de scénarios possibles quant aux évolutions de ce système à horizon de 20 ou 30 ans, c'est « une autre façon » de lire ou d'observer un territoire ;
- une méthode d'animation visant une projection des acteurs/experts à travers une relecture du passé, du présent et en s'interrogeant sur les facteurs de changement en cours, largement pressentis ou plus discrets, émergents, afin d'envisager ce que pourrait être la réalité de son territoire quelques décennies plus tard.

C'est un exercice collectif qui mobilise les savoirs experts des professionnels, des universitaires, des techniciens, des élus, mais aussi les savoirs des habitants et aussi une part d'intuition et de créativité pour analyser de façon approfondie la réalité de son territoire. Les acteurs sont davantage habitués à un travail rétrospectif et de regard sur le temps présent, la réflexion sur notre futur est un exercice singulier, peu travaillé finalement dans les formations comme dans la conduite de projets de territoire malgré un intérêt croissant pour ce type d'approche depuis une vingtaine d'années. Elle peut aussi faire l'objet de dénigrement lorsqu'elle est confondue avec la prédiction ou lorsqu'elle est perçue comme une élucubration d'experts hors sol. Ainsi, c'est une démarche qui oblige à accepter de se décaler au regard de sa réalité vécue : on peut parler d'une démarche à la fois critique car on réinterroge collectivement la réalité du territoire, de ce qui y a été conduit, de ce qu'on pourrait y envisager de manière ouverte et d'une démarche modeste car les scénarios proposés ne sont ni des prophéties, ni des connaissances éprouvées.

Enfin, la démarche de prospective ne peut aboutir sans l'adoption d'une attitude basée sur le partage d'idées, la co-construction collective d'hypothèses sur le futur, sur le partage de savoirs issus de différentes sources locales (habitants c'est-à-dire des hommes, des femmes, des catégories d'âges, des professions diverses, des engagements politiques, militants, associatifs). Nombreux sont les exercices de prospective territoriale qui ont mis en acte cette démarche

²⁹ BOUTINET Jean-Pierre, *Anthropologie du projet*, PUF, 1990.

³⁰ BOBIN Christian, *Autoportrait du radiateur*, Gallimard, 1997.

³¹ VIDAL Chloë, *La prospective territoriale dans tous ses états. Rationalités, savoirs et pratiques de la prospective (1957-2014)*. Thèse de doctorat dirigée par Michel Lussault et Jean-Jacques Wunenburger, université de Lyon, 2015, citée dans [Prospective territoriale, géographie prospective — Géoconfluences \(ens-lyon.fr\)](#)

³² GODET Michel, *Manuel de prospective stratégique*. Dunod 1985, cité par Etienne Delay. Article « prospective et scénarios » dans Dictionnaire critique de l'anthropocène, CNRS, 2020, page 682

³³ BERGER Gaston, *Étapes de la prospective*, Presses universitaires de France, 1967

collective : on peut citer l'expérience de « *la Vie rurale, c'est pas de la science-fiction* » engagée en 2013 par 5 territoires de projet de la Région Midi-Pyrénées (dont le PNR des Causses du Quercy) et qui est aujourd'hui poursuivie dans le Gers par le Pays Portes de Gascogne.

Selon Gaston Berger, la mise en œuvre d'une démarche de prospective repose sur cinq principes : voir loin, voir large, voir profond, penser à l'homme, prendre des risques. Michel Godet attribue quant à lui trois ambitions à tout exercice de prospective : voir autrement, voir ensemble, de la rigueur pour une indiscipline intellectuelle.

1.3.2. Méthodes et pratiques des démarches de prospective territoriale :

On parle souvent de « démarches » de prospective comme de la recherche de solutions nouvelles. Mais il n'existe pas de méthode type ou de démarche systématique. Les démarches existantes ont souvent pour dénominateur commun trois phases, qui recourent à des méthodes d'analyse et d'animations variées, selon Stéphane Cordobès³⁴.

La première relève du diagnostic ou de l'état des lieux. Il s'agit de comprendre la situation territoriale abordée avec des approches quantitatives, et qualitatives, parfois controversées mais propices au débat : quelles sont les représentations des acteurs, les rapports de forces, les inerties liées à l'histoire, à la culture et aux habitudes, les embrayeurs de changements, les opérateurs à considérer ? On essaie ici de repérer à la fois les grandes problématiques territoriales, ce qui fait enjeux territoriaux et ce qu'on appelle les « tendances » ou « signaux forts » et les germes de changement, de ruptures et d'alternatives, les « signaux faibles ».

La deuxième phase est exploratoire, tournée vers l'avenir et laisse une plus grande part à l'imagination. Il s'agit de penser des futurs possibles : à partir des enjeux énoncés et de la prise en compte des facteurs de changement, il s'agit de formuler des perspectives d'évolution du territoire. Il s'agit d'imaginer à partir des contributions des acteurs mobilisés les quelques horizons probables à 20 ou 30 ans pour le système territorial, les scénarios. Ces scénarios doivent être plausibles : ce sont des formes brèves, (figures, récits, textes, images, fictions), ils sont prospectifs et non stratégiques, exploratoires et non prescriptifs. Ils sont cohérents, contrastés et hétérogènes. Ils visent à décrire ce à quoi pourrait ressembler le territoire dans 20 à 30 ans.

La troisième phase relève de la stratégie : les scénarios fournissent une diversité de lecture de la transformation du territoire et permettent d'identifier des lignes de forces dans la transformation du territoire : sur quelles problématiques devra-t-on agir en fonction de chaque scénario ? Cette phase vise à définir le projet, la stratégie, la voie à prendre pour répondre aux enjeux que l'on aura retenus comme prioritaires pour le territoire. Elle permet aussi de forger une vision commune pour les acteurs impliqués dans la démarche. Il s'agit également de constituer les collectifs d'acteurs qui porteront les projets. Les questions de la priorisation, de l'impact croisé et global de chaque action sur le territoire, et de leur efficacité sont centrales. L'ensemble de ces actions, les moyens qui y sont alloués, le calendrier et les conditions de leur déploiement, la gouvernance et les acteurs mobilisés, les modes de pilotage et d'évaluation retenus, forment un « projet de territoire » qui peut se traduire en schémas, plans, contrats territoriaux et urbains.

Dans la pratique, les mises en œuvre sont très diverses et les écueils nombreux :

La simplicité de cette modélisation est en effet trompeuse, car les démarches de prospective se déroulent rarement de manière conforme au séquençage présenté plus haut. Elles nécessitent pour tous ceux qui sont impliqués un véritable « effort », au sens philosophique du terme. Effort pour ouvrir les yeux sur une situation passée, présente et future. Effort pour changer ses modes individuels et collectifs de penser, d'agir, de décider, de gouverner, de cohabiter. Les dispositifs qui réussissent et vont à leur terme ne sont pas exempts de tensions. Ils nécessitent aussi de

³⁴ CORDOBEZ Stéphane, « Quelles représentations pour penser le futur des territoires ? » *Les entretiens Albert-Kahn*, Cahier 27, juin 2017.

l'improvisation et mobilisent une expertise et une agilité qui par bien des aspects se rapprochent du « bricolage » décrit par Michel de Certeau³⁵.

Par ailleurs, la résistance au changement et la difficulté à penser les ruptures, parfois inéluctables, est très importante. En témoignent, par exemple, les auteurs d'un article sur le sujet des évolutions des stations de ski des Pyrénées et leur « focalisation » autour du « produit neige »³⁶, avec un déni ou une mise à distance de la réalité, en particulier du changement climatique et de ses conséquences, ce que les auteurs appellent « la dépendance au sentier ». Les auteurs, pour sortir de cet écueil, proposent d'améliorer la communication entre chercheurs et décideurs et de redonner à la population confiance dans les scientifiques, par exemple en mettant davantage la recherche au service des interrogations des habitants et au cœur des démarches participatives. En témoignent aussi, d'une autre manière, les travaux d'un groupe de chercheurs en EDD (Education au Développement Durable), qui montrent, à la suite d'expérimentations pédagogiques dans les écoles du Haut Vicdessos, qu'il est très difficile de sortir des déterminismes du présent dans une réflexion sur le futur³⁷. Les difficultés sont donc réelles : la phase de diagnostic reste souvent contrôlée par les décideurs qui les confient à des bureaux d'étude ; elle prend insuffisamment en compte les expressions citoyennes. Même quand la volonté existe de recueillir de telles expressions citoyennes, les méthodes utilisées permettent rarement de sortir de discours stéréotypés. Loïc Avry³⁸ propose d'utiliser de nouveaux outils de collecte des représentations et de confrontation des savoirs, avec, par exemple, la construction de cartes mentales, très en amont des décisions stratégiques. Tout cela suppose de prendre du temps, pour parvenir à une véritable culture de la participation, en obtenant que « les élus sortent des postures de méfiance et de peur, les citoyens des postures adolescentes, et l'État de la posture de grand chef », comme le souligne Régis Kraemer, chargé de mission « démocratie locale » à Mulhouse, à l'occasion de la semaine du développement local³⁹ organisé par l'UNADEL⁴⁰ et le collectif « Territoires et citoyens en Occitanie⁴¹ » début mars 2021. En définitive, comme l'écrit Etienne Delay⁴², « *dans un monde en transition qui va devoir réinventer ses modes de cohabitation, les démarches de prospective s'inscrivent dans une prise de conscience au niveau mondial que la durabilité des territoires se fait plutôt en observant les relations entre les groupes sociaux et les ressources naturelles qu'en imposant des politiques aux acteurs locaux, et en ce sens, la démarche est aussi importante que le résultat* ».



La démarche prospective

« Territoires 2040, aménager le changement », 2009-2011. Témoignage de Laurence Barthe.

Présidente du groupe de travail dédié aux espaces de faible densité, j'ai constaté, à l'issue de cette démarche prospective, le très grand intérêt des acteurs nationaux, locaux, publics, privés, publics pour la prise de connaissance des résultats de l'exercice de prospective et en particulier des scénarios. Dans un premier temps, la DATAR avait envisagé d'organiser de manière formelle des temps de restitution mais diverses contingences ont rendu caduc ce projet. Dès lors, la DATAR a laissé toute liberté aux présidents et aux présidentes de groupes de présenter leurs travaux en fonction des sollicitations reçues. Pour le groupe prospectif portant sur les espaces de faible densité, les sollicitations ont été très nombreuses (environ une soixantaine), venues de toutes parts du territoire français, et portées par une grande variété d'acteurs. Ces différentes interpellations se sont étalées de façon intense sur une période de 2 ans (entre 2012 et 2014) et ont perduré de manière plus éparse jusqu'à la période actuelle. Ce fait est en lui-même révélateur « du grand appétit » des acteurs pour les questions de prospective territoriale qui éveillent la curiosité, qui interpellent surtout à travers la figure des scénarios qui constituent des récits accessibles et déclinables pour tous.



Pour aller plus loin... sur la prospective territoriale

Des revues

2. QUELS REGARDS POSENT LES CHERCHEURS SUR LES 18 RESSOURCES IDENTIFIEES PAR LE PNR PA ?

2.1. Les travaux de chercheurs identifiés sur ou autour de ces ressources

2.1.1. Des « travaux de recherche » avec une approche croisée des ressources

Pour apporter une contribution à la réflexion sur les ressources identifiées par le bureau du SMPNR des Pyrénées Ariégeoises, nous avons élaboré un questionnaire à destination des chercheurs du Conseil scientifique et d'un chercheur externe au conseil, spécialiste d'une ressource en particulier, et nous avons choisi de présenter les réponses par chercheur et non par « ressource », car peu de travaux de recherche ne font référence qu'à une seule des 18 ressources mentionnées. Au début des 27 fiches, élaborées sur le même modèle, et présentées en annexe de cette note, une série de mots clés mentionne le lien entre le travail de recherche présenté et une ou plusieurs des 18 ressources. **Le questionnaire comprend 5 questions :**

- 1 • Quels sont vos travaux de recherche en lien avec une ou des ressources identifiées par le PNR PA ?
- 2 • Quelles sont les questions posées dans ces travaux et les apports ou résultats obtenus ?
- 3 • Quelles sont les questions de recherche émergentes sur ce ou ces sujets de recherche ?
- 4 • Quelles sont les questions de société spécifiques du territoire du PNR PA, évoquées dans vos travaux ?
- 5 • Quelles publications conseilleriez-vous à des habitants ou élus du territoire sur ce ou ces sujets ?

Parmi les 27 chercheurs qui ont répondu à cette enquête se trouvent 5 historiens, 3 économistes, 3 archéologues, 3 géographes, 8 biologistes ou écologues (faune & flore), 1 climatologue, 2 géologues hydrogéologues, 1 sociologue, et 1 professeur d'architecture. 4 chercheurs (15%) mobilisent une seule des 18 ressources énoncées par le PNR dans le champ de leurs travaux de recherche, 11 chercheurs (40%) en mobilisent deux, et 12 chercheurs (45%) en mobilisent 3 à 7. Les disciplines relevant des sciences humaines et sociales sont en général celles qui croisent le plus de ressources dans leurs travaux. Parmi les ressources prises en compte dans les travaux de recherche présentés, 7 ressources sont mentionnées par plus de 5 chercheurs, les ressources 3 (biodiversité), 6 (connexion nature), 8 (tissu économique), 10 (gestion de l'espace), 11 (forêt), 13 (patrimoine historique et culturel), et 14 (paysages), et 3 ne sont mentionnées que par un seul chercheur spécialiste du sujet, les ressources 2 (air) – et encore, pour la ressource « air », le domaine de compétences du chercheur ne porte pas sur les pollutions de l'air mais sur les aspects météorologiques et climatiques -, 9 (énergie), et 17 (santé environnementale). Cela dit, ces informations sont données à titre indicatif et donnent davantage d'informations sur ce qu'est aujourd'hui la composition du conseil scientifique que sur les sujets qui mobilisent la recherche aujourd'hui.

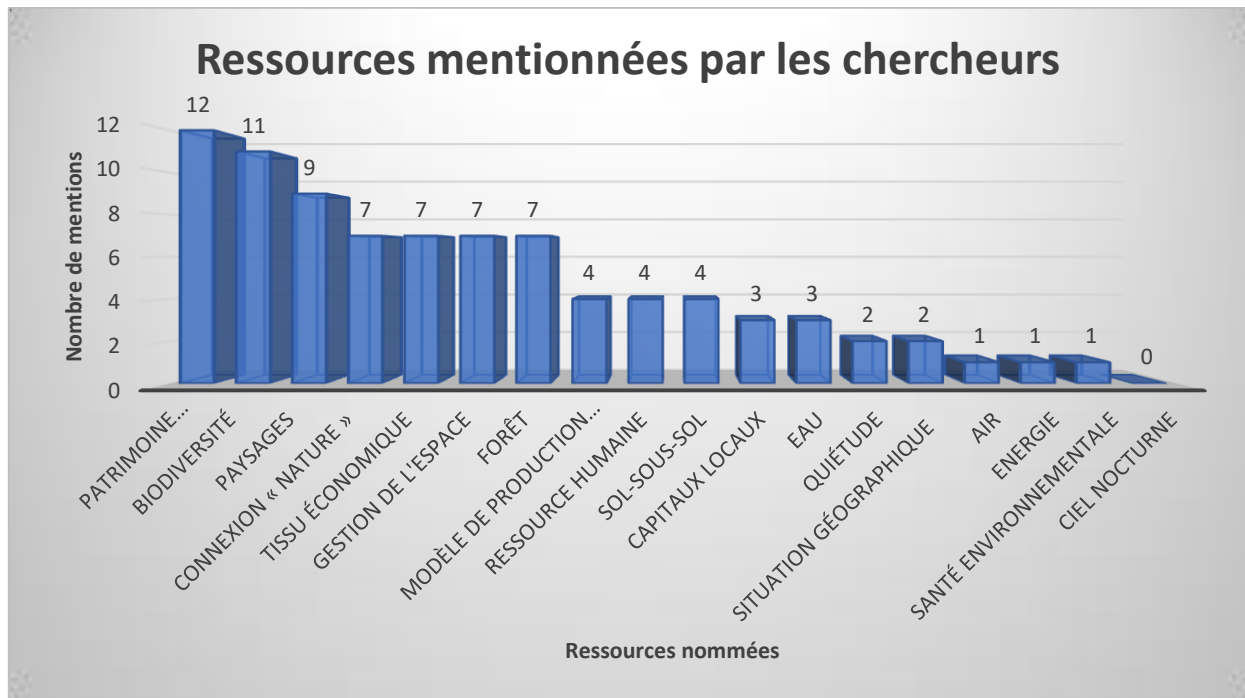


Figure 3 : Ressources mentionnées par les chercheurs et chercheuses, mobilisées dans leurs travaux de recherche

2.1.2. Les 27 contributions classées par chercheurs :

Nom du chercheur	Domaine de recherche et équipes	Travaux de recherche évoqués	Lien aux ressources énoncées par le PNR
Isabelle Bagdassarian	Sciences de gestion. LEREPS Sciences Po Toulouse.	Les ressources communes et leur gouvernance	Eau, forêt, gestion de l'espace, patrimoine.
François Bourges	Hydrogéologie. Bureau d'études GEConseil	Connaissance de l'environnement souterrain et élaboration d'outils de surveillance et de gestion conservatoire.	Patrimoine, sol et sous-sol, connexion à la nature.
Cécile Brousseau	Botanique, écologie. ANA CPIE	Connaissances sur les espèces floristiques et les habitats naturels, les écosystèmes et milieux forestiers.	Biodiversité, forêt.
Anne Calvet	Histoire. Éducation au Développement Durable. GEODE UT2J Toulouse	Pédagogie et éducation sur l'appréhension du futur par des élèves du premier degré.	Biodiversité, eau, forêt, gestion de l'espace, paysage, tissu économique.
Gilles Corriol	Botanique. Conservatoire Botanique Occitanie	Études mycologiques et relevés de végétations.	Biodiversité.
Marc Deconchat	Écologie. Laboratoire DYNAFOR INRAE	Évolution de l'organisation spatiale des paysages, et son influence pour les activités humaines.	Biodiversité, forêt, modèles de production alimentaire, paysages.
Bernard Defaut	Entomologiste.	Étude des communautés d'orthoptères et des relations entre climat et végétation	Biodiversité, santé environnementale.

Benjamin Dubertrand	Histoire. Anthropologie. UT2J Toulouse	Étude anthropologique d'expérimentations d'autres manières de vivre dans la moyenne montagne ariégeoise	Capitaux locaux, connexion à la nature, gestion de l'espace, modèles production alimentaire, paysages, ressources humaines.
Claude Dubois	Histoire et Archéologie	Patrimoine archéologique minier et métallurgique.	Patrimoine, sol et sous-sol.
Corinne Eychenne	Géographie. LISST Dynamiques rurales. UT2J Toulouse	Action collective dans les estives ariégeoises, prise en compte de l'agriculture et du pastoralisme par les collectivités locales, accès au foncier agricole et dynamiques d'installation dans le haut Vicdessos.	Biodiversité, capitaux locaux, connexion à la nature, gestion de l'espace, modèles de production alimentaire, situation géographique, patrimoine, paysages, quiétude, ressources humaines, tissu économique.
Mélanie Gambino	Géographie. LISST Dynamiques rurales. UT2J Toulouse	Dynamiques d'installation en montagne, services publics, et espaces naturels et agricoles au sein des Métropoles.	Capitaux locaux, connexion à la nature, quiétude, ressources humaines, tissu économique.
Florence Guillot	Archéologie	Archéologie et histoire des fortifications médiévales, et description des cavités souterraines.	Patrimoine, sol et sous-sol.
Steve Hagimont	Histoire. CHCSC. UVSQ Saint-Quentin en Yvelines	Histoire des outils de protection de la nature, des attentes touristiques en matière de nature et des politiques publiques, des dynamiques économiques des Pyrénées et de l'Ariège, des conflits d'usage entre le développement hydroélectrique, tourisme et protection de l'environnement, de la démographie, et de l'arrivée des néo-ruraux.	Biodiversité, connexion à la nature, énergie, ressources humaines, tissu économique.
David Labat	Hydrogéologie. GET UT3 Toulouse	Les transferts au sein des systèmes karstiques carbonatés, y compris de contaminants mais interprétation des signatures hydrogéochimiques des eaux. Analyse de l'impact des changements climatiques et des pressions anthropiques sur ces systèmes.	Sol et sous-sol.
Gérard Largier	Ecologie. Conservatoire botanique Occitanie	Biologie de la conservation des espèces rares et menacées, cartographie des habitats naturels et élaboration de scénarios d'évolution, hiérarchisation et spatialisation des enjeux, des menaces et des priorités de conservation. Suivi des effets de la gestion et du changement	Biodiversité, connexion à la nature, gestion de l'espace, forêt, patrimoine, paysages, tissu économique.

		climatique sur les espèces et habitats.	
Frédéric Maksud	Archéologie. DRAC Toulouse	Archéologie souterraine et paléoenvironnement. Protocoles d'archéologie préventive.	Patrimoine.
Emmanuel Menoni	Biologie. OFB	Conservation des 6 espèces françaises galliformes de montagnes, cartographie et suivi de leur aire de répartition, de la dynamique des populations, expérimentations de modes de gestion de leurs habitats.	Biodiversité, forêt.
Jean-Paul Métaillé	Géographie. GEODE UT2J Toulouse	Éco-histoire des forêts, des mines, de la métallurgie et du charbonnage, gestion des espaces agro-sylvo-pastoraux par le feu et le pâturage. Observatoire photographique sur l'évolution des paysages.	Forêt, gestion de l'espace, paysage.
Jean-Michel Minovez	Histoire. FRAMESPA. UT2J Toulouse	Territoires industriels, création de ressources endogènes et systèmes d'appropriation de la nature par les sociétés locales.	Patrimoine, tissu économique.
Sylvette Monier	Economie. INRAE Observatoire du développement rural	Valorisation des signes de qualité par les consommateurs, et impacts des labels pour les producteurs.	Modèles de production alimentaire, tissu économique.
Annie Ouin	Ecologie. DYNAFOR ENSAT	Connaissance de la biodiversité utile à l'agriculture sur le territoire de l'Occitanie, pour contribuer à la transition agro-écologique des agriculteurs.	Biodiversité, paysages, gestion de l'espace.
Gilles Pottier	Herpétologie. Nature en Occitanie	Lézards des Pyrénées, endémiques et présents sur le territoire du PNR.	Biodiversité, connexion à la nature.
Patrice Poujade	Histoire. FRAMESPA. UT2J Toulouse	Construction de la frontière politique pyrénéenne, relations frontalières, circulation des hommes et des marchandises. Identité des populations frontalière en lien avec existence d'une communauté linguistique.	Patrimoine.
Aurélien Ribes	Climatologie. CNRS	Etude du changement climatique passé et futur, notamment réchauffement moyen et événements extrêmes, à différentes échelles.	Situation géographique, eau, (et air – pour les aspects météorologiques).

Juan Carlos Rojas Arias	Architecte, MC Ecole d'architecture de Toulouse	Notion de patrimoine, dimension anthropologique de l'architecture et construction culturelle du paysage.	Patrimoine, Paysages.
Philippe Sahuc	Sociologie. EFTS UT2J Toulouse	Enquête sur de l'itinéraire de 36 jeunes ayant en commun d'avoir passé leur enfance en Couserans à la fin des années 80. Installation agricole en Haut Vicdessos. Collecte de pratiques narratives.	Patrimoine, ressources humaines.
Jean-Michel Salles	Économie de l'environnement CNRS Montpellier	Perception des relations entre les paysages (cévenols) et les « services écosystémiques » (encadrement d'une thèse).	Patrimoine, Paysages.

Les questions de recherche et les enjeux de société émergents ou majeurs perçus par les 27 chercheurs mentionnés dans le tableau ⁴³ peuvent se regrouper en deux grandes thématiques principales, les questions environnementales d'une part et les évolutions sociétales d'autre part.

2.2. Environnement, changement global et gestion des ressources

2.2.1. Les enjeux environnementaux locaux dans un contexte de changement global

Pour l'ensemble des chercheurs, la question de la biodiversité est majeure. La biodiversité dans les paysages apparaît désormais non pas comme un frein à la production mais comme un soutien « gratuit » et irremplaçable aux activités humaines, agricoles en particulier. La jonction entre agro-écologie et protection de la biodiversité patrimoniale, n'est pas seulement un argument pour le maintien de la biodiversité, elle est fondamentale pour le fonctionnement écologique des paysages.

Beaucoup de chercheurs étudient les impacts des activités humaines (par exemple l'agriculture de montagne ou les brûlages pastoraux), et/ou du changement climatique sur la biodiversité au sens large et sur la santé des milieux (pathologies et contaminants), voire leurs conséquences sur la génétique. Ils s'interrogent aussi sur les capacités de réponse ou d'adaptation des espèces, des communautés animales et végétales, des habitats, et des paysages face à ces changements globaux. Par exemple sont étudiés la réponse des cavités karstiques au changement climatique, les effets des activités agricoles de montagne sur la conservation des espèces, de la végétation, des habitats naturels et des paysages, ou l'impact conjoint des activités anthropiques et du changement climatique sur la ressource en eau. Est posée aussi la question de la différenciation entre effet des évolutions climatiques et impacts de la gestion des milieux par l'homme.

Par ailleurs, un des chercheurs étudie, à une échelle plus large que celle du PNRPA mais de plus en plus systématiquement et quantitativement, les évolutions des canicules et des fortes précipitations, pour lesquelles les plages de valeurs possibles pour le futur demeurent assez larges mais s'affinent au fil du temps. On avance vers un suivi du changement climatique, avec une remise à jour régulière des projections pour la fin du XXI^e siècle, qui mériterait d'être diffusée davantage. En effet, l'impact du CC sur nombre d'activités assez structurantes pour le territoire,

⁴³ Cette synthèse reflète la composition du Conseil Scientifique et ne prétend pas être un panorama exhaustif des questions émergentes dans tous les domaines scientifiques possibles. Quelques questions difficiles à intégrer n'ont pas été prises en compte dans cette synthèse. Les contenus des fiches remplies par les chercheurs (en annexe) pallient cet inconvénient.

comme l'agriculture, la forêt, la ressource en eau, le tourisme, et les paysages sera sans doute un enjeu majeur de demain, par exemple "quelles cultures adaptées au climat de 2040" ?

Enfin, certains chercheurs participent activement à la limitation des impacts anthropiques par des actions de sensibilisation - sensibilisation des acteurs pastoraux aux risques posés par les clôtures, sensibilisation des gestionnaires de domaines skiables pour visualiser les câbles dangereux, la prise en compte par les forestiers de ces enjeux dans leurs modes de gestion.

2.2.2. Les nouveaux modes de gestion des ressources

Les chercheurs se demandent comment renouveler la production pour parvenir à la neutralité carbone en 2050, et comment ne pas accélérer la perte de biodiversité. Beaucoup de travaux sont engagés pour tenter d'apporter des réponses à ces questions, interrogeant les modes de gestion des ressources et les pratiques émergentes.

La gestion des paysages est une question posée par plusieurs chercheurs : Quels paysages préserver ? Quels territoires préserver ? Quelle est la perception des paysages et quels sont les projets de gestion des paysages ? Sur l'évolution des paysages, les dynamiques liées à l'enfrichement, au reboisement, à la disparition des traces patrimoniales (granges, chemins, bocages...) deviennent des enjeux en termes de patrimoine, cadre de vie et diversité biologique. Un tourisme "durable" peut-il exister ? Comment le « retour à la nature » impacte-t-il la biodiversité, les ressources naturelles, les territoires ruraux et de montagne ? A travers la thématique de la gestion des paysages est donc posée la question des nouveaux modèles économiques de la « croissance verte », particulièrement dans le domaine touristique, pastoral et agricole.

La question de la gestion de la forêt apparaît comme un autre enjeu majeur sur le territoire du PNRPA, que ce soit du fait des risques de dégradation de l'état sanitaire de forêts ou du fait d'une valorisation accrue des ressources sylvicoles, comme le bois énergie. Des chercheurs s'interrogent sur la pertinence de l'introduction de nouvelles essences forestières dans un contexte d'évolutions climatiques. Quelle capacité ont les acteurs de repenser les modalités de gestion forestière avec des essences locales ? Faut-il maintenir des modes de gestion avec de nouvelles essences dont on n'est pas sûr de l'adaptation ? Les projets de plantations extensives de sapins méditerranéens, censés remplacer les essences locales face au réchauffement, posent question car ils peuvent se croiser avec l'*Abies alba* local, ce qui est défavorable à la biodiversité locale. Sur la gestion des espaces agro-sylvo-pastoraux par le feu et le pâturage, quel usage du feu veut-on et peut-on faire dans les contextes actuels et futurs, socio-économique et climatique ? Quelle évolution des pratiques est nécessaire ?

La question de l'utilisation durable de la ressource en eau, à la fois en termes de quantité et aussi en termes de qualité est aussi soulevée, avec la problématique, notamment, des pollutions aux nitrates ou des pollutions accidentelles. La question de la ressource en « neige » est aussi posée.

Enfin, la question de la gestion du patrimoine est largement abordée par les chercheurs qui s'interrogent sur la conservation et la mise en valeur, mais aussi sur l'intérêt du passé dans une vision prospective. Le champ de la recherche patrimoniale s'élargit, par exemple à l'étude des fortifications de plein air et des sociétés pyrénéennes, de l'an Mil et des siècles précédents, et des grottes fortifiées médiévales. Les approches sont de plus en plus systémiques : par exemple, dans le domaine de l'archéologie minière, est recherchée une méthode qui permette un traçage entre les mines de fer, les sites sidérurgiques et les objets finis. **Le premier sujet de réflexion dans ce domaine porte sur la valorisation des vestiges, ou pas :** Que faut-il conserver et comment ? Par conséquent qu'est-ce qui doit être abandonné à destruction ? Comment concilier conservation et mise en valeur ? Alors que la gestion du patrimoine est un domaine régalien des services de l'État, les éventuels projets de mise en valeur culturelle et touristique sont le fait des collectivités locales. Dans cette dualité, le SMPNR des Pyrénées Ariégeoises pourrait jouer le rôle d'intermédiaire et de conseil aux élus, avec l'accord du Service Régional de l'Archéologie de la Direction Régionale

des Affaires Culturelles (DRAC Occitanie). **Le deuxième sujet de réflexion sur le patrimoine est celui de l'intérêt des pratiques, des usages et des lieux du passé dans une vision prospective** : Comment éclairer notre présent et notre futur à partir du passé ? En effet, l'archéologie et l'histoire peuvent éclairer des questionnements aujourd'hui émergents sous de nouvelles formes, et expliquer nos usages et pratiques du territoire, qui sont parfois des héritages réinterprétés. L'histoire du milieu forestier ariégeois sur le long terme ou la réponse de la population agro-sylvo-pastorale aux besoins et aux modèles socio-économiques de l'ère industrielle, constituent des exemples d'évolutions passées qui peuvent faire écho dans une vision prospective. Enfin, les problématiques historiques, transposées au temps présent, peuvent permettre d'interroger la manière de mobiliser les potentialités du territoire (naturelles et sociales) pour les transformer en ressources de développement, si le projet commun est partagé.

2.3. Évolutions et choix de vie et de développement des sociétés « rurales »

2.3.1. Les évolutions de la société dans les espaces « ruraux »

Les principales questions de recherche, dans ce domaine, portent sur le **renouvellement générationnel de publics néoruraux et l'hétérogénéité grandissante de leurs profils** ainsi que sur les pratiques et des représentations du rural que portent ces acteurs. Elles sont pour partie spécifiques des territoires de montagne, mais traitent plus largement de la relation agriculture/société, quel que soit le type de territoire.

Les questions du retour à la terre, de territoire résilient, de justice environnementale, et de capacité à faire de la protection de l'environnement un projet de territoire intégrateur et réaliste, apparaissent comme essentielles.

Sont importantes aussi les questions liées à la jeunesse, qui se posent de manière cruciale comme suite aux crises interconnectées actuelles (sanitaire, économique, d'emploi). La place et la considération portées aux jeunes ruraux font partie des champs d'étude de la recherche actuelle.

Les nouvelles modalités de partage de la création et de la culture invitent à remettre en évidence ce qui a pu se faire dans le cadre de « sociétés traditionnelles ».

Enfin, au travers de l'étude de la langue occitane, sont soulevées les questions de la vie à la frontière, de la perception et l'acceptation de la frontière, des phénomènes migratoires et de mobilité, et des relations transfrontalières et usages linguistiques.

Dans ce contexte sociétal, certains chercheurs travaillent sur **les modèles de gestion et de gouvernance**, entre action publique et action collective privée, et étudient des expériences intégrant tous les acteurs qui participent à la réalisation d'un intérêt général, qui contribuent au bien commun, avec des modes de gouvernance hybride, par exemple pour la gestion de certaines estives pyrénéennes. D'autres se demandent s'il existe une ou des manières de concilier une gestion conservatoire, la présence de grands prédateurs, et les activités agricoles, pastorales et touristiques. La question de l'accès au foncier agricole est aussi un enjeu majeur à étudier.

2.3.2. De nouvelles priorités dans les choix de vie et de développement

L'une des thématiques abordées par les chercheurs, qui fait écho à certains questionnements du SMPNR porte sur **les multiples tentatives des habitants de développer d'autres manières d'habiter et d'initier un rapport plus harmonieux et plus intime au milieu**, ici la montagne. Par exemple, dans le cadre du programme sur l'installation agricole dans le haut Vicdessos, l'analyse des trajectoires et des motivations des agriculteurs présents sur le territoire a conduit les chercheurs à initier un questionnaire autour de **la notion de "bien vivre"**. Les premiers résultats font apparaître un rapport au métier qui permet un fort épanouissement personnel, lié à une reconnexion avec la nature et avec les pratiques traditionnelles, et la recherche d'une forte autonomie.

L'étude de l'exode urbain, du rapport à la nature, de la « wilderness »⁴⁴, du rapport à la ville, des choix et des parcours résidentiels, s'inscrit dans ce champ de la recherche. Les questions portant sur la rénovation urbaine et la revitalisation des centres bourgs montrent aussi un intérêt renouvelé pour la qualité de vie.

La prolifération des signes de qualité et l'intérêt des consommateurs pour les labels liés aux pratiques agro-écologiques est aussi un signe des nouvelles aspirations sociétales. L'Agriculture Biologique est en fort développement en Ariège, comme le montrent des travaux réalisés sur la marque "Valeurs Parc" du PNR PA.

L'attrait pour le patrimoine est une autre composante de cette recherche du bien-vivre. Les châteaux, grottes et bâtis pastoraux sont des éléments structurants de l'identité pyrénéenne ariégeoise. Le paysage, considéré comme la résultante d'une construction sociale dans le temps qui reflète les particularités des cultures, est perçu de plus en plus comme un espace dynamique en transformation permanente.

Finalement, pour certains chercheurs, les caractéristiques spécifiques de la zone du PNRPA peuvent servir de levier de développement économique dans le cadre d'une croissance raisonnée et respectueuse de l'environnement. Les réflexions menées sur la revitalisation des territoires articulées autour des relations global/local, la volonté de créer des circuits courts, l'idée de s'appuyer sur le patrimoine (naturel, culturel, historique au sens le plus complet intégrant la dimension industrielle) constituent des spécificités. L'hypothèse d'une résilience particulière à ce territoire pourrait être faite en lien avec certains réseaux d'entraide, au moins dans les territoires de montagnes peu densément peuplés.

3. QUE PROPOSE LE CS POUR ABORDER LA REVISION DE LA CHARTE DU PNR PA 2024-2039 ?

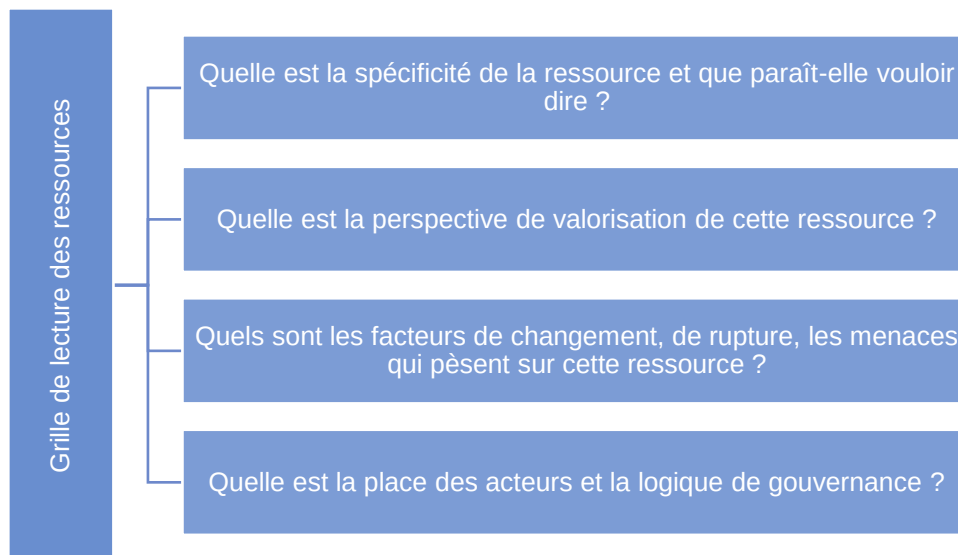
3.1. Une analyse des choix et pratiques du PNR PA autour de cette démarche prospective :

Pour établir un diagnostic territorial en amont du renouvellement de sa charte, le SMPNR des Pyrénées Ariégeoises a voulu privilégier une approche « par ressources » plus novatrice que par « grands thèmes », probablement pour limiter les cloisonnements dans l'analyse et les simplifications quantitatives et qualitatives. Par ailleurs, le SMPNR pratique des expérimentations très intéressantes s'approchant de démarches de prospective territoriale. Quelle analyse peut-on faire de ces deux démarches ?

3.1.1. Analyse des choix de ressources et de leurs composantes :

Pour effectuer une analyse des ressources énoncées, le groupe de travail a construit une grille de lecture de ces ressources et de leurs composantes autour de quatre questions, qui ont amené le groupe à formuler quelques remarques ci-après.

⁴⁴ Dans le monde anglo-saxon, désigne le caractère « sauvage » de la nature



☞ **Tout d'abord, les ressources sont énoncées séparément, mais sont toutes en relation**, ce qui crée des effets de redondance, et rend compliquées la lecture et la répartition des composantes : par exemple les ressources 4 (capitaux locaux), 8 (tissu économique) ou 16 (ressources humaines) ne peuvent être pensées « séparément » des autres ressources si l'on considère que la « ressource » est une construction sociale qui appuie un projet territorial. Ces ressources, sauf peut-être du point de vue d'un bilan statistique, ne peuvent guère être pensées isolément, même si ce découpage a été créé pour faciliter l'évaluation et le diagnostic, qu'il repose sur une réflexion, le partage d'une représentation du territoire, et qu'il n'a pas forcément vocation à structurer la construction de la future charte. Les ressources énoncées se croisent et interagissent : par exemple, comment aborder la ressource 12 (modèles de production alimentaire), sans la croiser avec la ressource 3 (biodiversité), la ressource 6 (connexion à la nature), la ressource 7 (eau), la ressource 10 (gestion de l'espace), la ressource 14 (paysages) et la ressource 16 (ressources humaines) ? Par ailleurs, certaines ressources mentionnées semblent plutôt des « qualités » ou des composantes d'autres ressources, par exemple la ressource 5 (ciel nocturne) peut apparaître comme un attribut de la ressource 3 (biodiversité) puisque la « trame sombre » est mentionnée dans les composantes de la biodiversité, ou de la ressource 15 (quiétude) ou de la ressource 6 (connexion à la nature) ou de la ressource 17 (santé environnementale), la « pollution lumineuse » étant aussi mentionnée dans les composantes de la santé environnementale. Pour réfléchir au renouvellement de la Charte, le SMPNR a créé 12 commissions de travail, qui, de fait, regroupent plusieurs ressources. Par exemple, la commission « agriculture pastoralisme gestion de l'espace et forêt » regroupe paysage, forêt et bois, gestion de l'espace et tissu économique. Dans l'organisation des commissions, l'agriculture est séparée de l'« alimentation », du « paysage, patrimoine, architecture et urbanisme », et de la « biodiversité et de l'eau », qui font l'objet d'autres commissions. Il serait intéressant de se demander pourquoi ces regroupements ont été faits de cette manière et si ces regroupements permettent, ou pas, de mieux aborder la complexité des situations.

☞ **Deuxièmement, quelques ressources sont abordées par des verbes d'action, ou liées à une manière de « gérer » et d'autres présentées comme des données** : la ressource 6 (connexion à la nature), la ressource 10 (gestion et valorisation de l'espace), et dans une moindre mesure la ressource 12 (modèles de production alimentaire) sont abordées par des verbes : se connecter, gérer et valoriser, confronter des modèles. Par contre la ressource 2 (l'air), 7 (l'eau), ou 9 (l'énergie) ou 11 (forêt) sont présentées comme des données. Parfois, la question de la gestion est posée dans l'intitulé de la ressource, par exemple dans la ressource 10 (gestion et valorisation de l'espace) parfois elle apparaît seulement dans les composantes, par exemple pour la ressource 11 (forêt) avec la mention de la « gestion et protection des forêts » dans les composantes. Les composantes rattachées aux ressources mélangent la présentation d'éléments constitutifs de la ressource énoncée et des modes de gestion. Certaines de ces ressources relèvent des biens communs, ce qui explique peut-être la manière de les présenter. Par exemple, la ressource 2 (air) ou la ressource

7 (eau) sont en principe des biens communs mondiaux et universels, qui devraient relever d'une gestion supra territoriale, ce qui ne signifie pas forcément que la dimension locale de leur gestion n'existe pas ou n'est pas possible. Cette approche est-elle liée à une question de perception de la répartition des compétences entre les collectivités territoriales, l'état et le SMPNR ?

☞ **Troisièmement, beaucoup de ressources relèvent du champ sémantique de la « nature » et du « patrimoine », ce qui paraît logique dans le contexte d'un PNR, mais pourrait donner une vision partielle des ressources du territoire.** La dimension environnementale est prégnante, dans au moins 9 ressources citées sur 18 : les ressources 1 (territoire montagnard à la situation géographique stratégique) 2 (air) 3 (biodiversité), 5 (ciel nocturne) 6 (connexion à la nature) 7 (eau), 11 (forêt), 14 (paysages) et 18 (sol et le sous-sol). Le facteur strictement humain est séparé, et condensé dans trois ressources, la ressource 4 (capitaux locaux), 8 (tissu économique), et 16 (ressources humaines). Dans deux sur trois, les acteurs économiques sont mis en avant, et seule la ressource 16 (ressources humaines) regroupe les éléments sociaux non pris en compte ailleurs (la jeunesse, l'emploi... et la recherche). La prise en compte de ce qui est perçu comme un héritage porteur de valeurs, c'est-à-dire le patrimoine, est visible dans quatre ressources, la ressource 1 (territoire montagnard à la situation géographique stratégique), 13 (patrimoine historique et culturel), 14 (paysages) et 15 (quiétude). La ressource 13 (Patrimoine) rassemble dans ses composantes une liste d'éléments considérés comme « à protéger » ou « à valoriser », mais il n'y a pas de mention du tourisme. L'activité « tourisme » est mentionnée seulement à propos des ressources 6 (connexion nature), et 18 (sol et sous-sol). La hiérarchisation et la répartition des ressources et composantes pourraient être discutées : par exemple, la question des « déplacements » est une composante de la ressource 9 (l'énergie), mais pas de la ressource 10, (la gestion de l'espace). La question des risques liés à la diffusion des pollens de l'ambrosie allergisante ou des pesticides, est une composante de la ressource 2 (l'air) et pas de la ressource 17 (santé environnementale). La question du foncier est mentionnée comme composante de la ressource 10 (gestion de l'espace) mais pas de la ressource 12 (modèle de production alimentaire).

☞ **Pour terminer le SMPNR s'est efforcé de mentionner des « ressources », qui sont le reflet de politiques publiques mises en œuvre durant les 15 dernières années,** par exemple la ressource 14 (paysages) avec le plan « paysage » du PNR PA et la réduction des « points noirs paysagers », la ressource 5 (ciel nocturne) avec la réflexion menée par le PNR PA sur l'éclairage nocturne, ou la ressource 17 (santé environnementale) avec le travail mené sur la pollution de l'air par les fumées de cheminées.

3.1.2. Analyse des exercices de prospective territoriale au sein du PNR

Des expérimentations de prospective territoriale sont tentées sous diverses formes et de plus en plus souvent au sein du SMPNR ou en collaboration avec les collectivités territoriales dans la construction des outils stratégiques et de planification, avec une ouverture de plus en plus appuyée à une participation citoyenne.

Par exemple, dans le cadre de l'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial du Couserans (PCAET du Couserans) pour la période 2016-2021 ⁴⁵ élaboré dans une stratégie de Territoire à Energie Positive à horizon 2050 (TEPOS), le SMPNR, associé à la démarche, a mis en place sept « ateliers de créativité » organisés par des « comités de créativité » associant « des citoyens, des agents, des acteurs locaux et des élus », deux actions de « concertation grand public » consistant en la tenue de deux soirées animées par un cabinet spécialisé et les membres des comités de créativité, et enfin des ateliers de sensibilisation en milieu scolaire.

⁴⁵ Projet « Territoires engagés dans une transition énergétique et écologique » <https://couserans-pyrenees.fr/le-projet/>

D'autres expérimentations plus récentes montrent une réelle volonté de proposer des démarches prospectives ouvertes, souvent centrées sur des thématiques précises comme l'alimentation ou l'évolution des paysages. En voici trois exemples :

- **en 2017-2018**⁴⁶, le SMPNR lance une consultation auprès des habitants du Parc sur leur perception de l'avenir du territoire, à partir d'un questionnaire destiné à adapter la « feuille de route » en cours. 1000 personnes environ répondent. Dans un deuxième temps, le SMPNR monte 12 ateliers thématiques dispersés sur le territoire et ouverts à tous sur le développement local futur, autour des sujets suivants : « redéfinition de l'agriculture de montagne », « définition du modèle touristique à développer », « interrogation de nos pratiques de consommation », « réflexion sur notre cadre de vie naturel et architectural ».
- **en 2020**, dans le cadre du « Plan de Paysage de la Transition Énergétique et Climatique » élaboré par le SMPNR⁴⁷, des ateliers participatifs destinés à « se projeter dans des futurs possibles » sont organisés sous forme de groupes de travail locaux ouverts à tous, dans trois territoires pilotes. Le travail de ces groupes locaux est restitué complètement et de façon originale et esthétique, sous forme de 9 posters. Par ailleurs, deux dispositifs participatifs sont mis en place : le premier dispositif propose aux habitants de lire et débattre autour de « cartes postales » représentant des dessins de paysages en projection oblique en 1919, 2019 et en 2049. Pour 2049, deux possibilités sont proposées, l'une considérée comme « idéale », l'autre considérée comme « catastrophique » sur les évolutions paysagères. Le deuxième dispositif, intitulé « la fabrique citoyenne des paysages de la transition », est un outil de sensibilisation itinérant, destiné à recueillir les « avis, craintes et initiatives » des habitants sur l'avenir des paysages. Ce travail a abouti à la construction de trois scénarios de transition paysagère pour chacun des trois territoires pilotes, soit 9 scénarios en tout, présentés sous forme de carte et de dessins de paysages, et enfin, à la définition d'enjeux et de défis, puis d'un plan d'actions assez touffu. Dans la même logique, dans le cadre du « Plan de paysage du Haut Vicdessos⁴⁸ » le SMPNR organise, en mars 2021, cinq « ateliers citoyens pour construire le plan de paysage du Haut Vicdessos » qui questionnent le futur en 5 questions, comme, par exemple : « Comment évolue votre cadre de vie ? » ou « Y a-t-il trop de forêts dans le Haut-Vicdessos ? ».
- **lors du comité syndical du 4 février 2021**, la chargée de mission du SMPNR en charge du « Projet Alimentaire Territorial des Pyrénées Ariégeoises » (PATPA), appuyée par un cabinet spécialisé dans l'animation de pratiques participatives, invite les élus présents à exprimer leurs besoins, idées et envies sur les modèles alimentaires à promouvoir à l'horizon 2039, avec une méthodologie originale et active intégrant l'imaginaire, très différente des pratiques habituelles de questions réponses dans ces réunions institutionnelles.

Enfin, dans la perspective du renouvellement de la charte, les 12 commissions mises en place intègrent partiellement des acteurs de la société civile, représentatifs ou reconnus dans le domaine étudié. Toutes ces démarches, chronophages, et qui mettent à l'épreuve les capacités d'animation et de synthèse des chargés de mission du parc, sont des expériences intéressantes dans la mesure où elles essayent d'élargir la participation, même si elles demeurent ponctuelles. Le bureau du SMPNR confie aux membres du conseil scientifique le soin de déterminer les aspects prospectifs des ressources du territoire qu'il a identifiées, mais est-il prévu de consulter l'ensemble de la population sur ces sujets par la suite ? Les commissions créées pour préparer le renouvellement de la charte sont composées de personnes cooptées, soit pour leur expertise soit pour leur représentativité, mais est-il prévu

⁴⁶ Rapport synthétique des résultats de l'enquête citoyenne 2017-2018 https://www.parc-pyrenees-ariegeoises.fr/wp-content/uploads/2018/10/Rapport_enqu%C3%AAtesynth%C3%A9tique_CMAu_09-18.pdf

⁴⁷ Le plan de Paysage de la transition énergétique et climatique du PNR <https://www.parc-pyrenees-ariegeoises.fr/les-actions-du-parc/agir-pour-les-energies-le-climat-lecoresponsabilite-dans-les-pyrenees-ariegeoises/plan-de-paysage-de-transition-energetique-climatique-pnr-pyrenees-ariegeoises/>

⁴⁸ Le Plan de Paysage du Haut-Vicdessos <https://paysages-hautvicdessos.fr/>

d'élargir la concertation pour aller vers une co-construction du projet avec les usagers ? Quel est le scénario de mise en œuvre du renouvellement de la charte dans les deux années à venir, qui y participera et comment ?

3.2. Des propositions d'approche à privilégier

3.2.1. Une définition revisitée de la notion de ressource territoriale avec un regard systémique

Nous encourageons le SMPNR des Pyrénées Ariégeoises à bien garder à l'esprit l'idée que ce concept ne fait pas référence à un stock de richesses mais à des moyens potentiels, qui ne deviendront des ressources que si elles sont activées, voire « inventées », protégées, valorisées et appropriées par les acteurs du territoire, et qu'elles prennent de la valeur dans une dynamique interdépendante avec le reste du monde, et donc à se garder d'une vision exclusivement « extractiviste » ou « traditionnelle » des ressources. Il serait intéressant, en particulier, de se demander s'il existe une culture commune des ressources du territoire, ou sinon quels sont les modes d'action envisagés pour y contribuer.

Une approche transversale et partagée. Une « ressource » étant une construction sociale, leur définition et leur « activation » suppose des interactions sociales entre acteurs, et chaque ressource est en lien avec son territoire et les acteurs du territoire. Nous proposons de privilégier l'échange dans le choix et la définition des ressources territoriales et de travailler sur les croisements et interactions entre les ressources énoncées, à toutes les échelles, pour parvenir à identifier quelques grands enjeux, qui refléteraient les orientations et les choix politiques décidés pour la prochaine charte.

En effet, ce qui est fondamental, sur un territoire, c'est de réfléchir à la façon de chercher des synergies, des complémentarités entre toutes ces ressources, et en cas d'antagonisme, comment on arbitre les priorités et les choix, par un processus démocratique, de concertation. Selon les situations très locales, et à un moment donné, ce ne seront pas les mêmes choix qui seront faits sur les ressources ou services éco-systémiques à préserver ou à privilégier. Il faudrait donc limiter les processus qui rendent irréversibles l'utilisation de la ressource à une autre date ou sur une autre partie du territoire. Il faut préserver des potentialités pour qu'elles puissent devenir ressources si les acteurs en ont besoin.



3.2.2. Une démarche prospective, participative, innovante et continue

Dans l'approche choisie pour les analyses prospectives, nous proposons d'élargir les échanges à tous les « acteurs de bonne volonté », pour intégrer les points de vue des habitants du territoire, favoriser le repérage de « signaux faibles » et « d'innovations » éclairant l'avenir, et co-construire un projet de territoire approprié par chacun, même si nous sommes bien conscients de la difficulté de cette démarche. Pour Stéphane Cordobès⁴⁹, en effet, « *la place des scientifiques est liée à d'autres manières de poser des questions.... La prospective fait le lien entre la connaissance et la stratégie, entre la science et le politique, c'est une façon de tenir la politique politicienne à distance et de prendre de la distance pour réfléchir et s'inscrire dans une logique de scientificité, et c'est associer les acteurs de bonne volonté aux experts scientifiques, élus, ingénieurs territoriaux et citoyens* ». Il s'agit de se poser les bonnes questions plutôt que de trouver des solutions à des problèmes plus ou moins bien identifiés. La participation citoyenne à la construction du projet de territoire, si elle est difficile à mettre en œuvre, mériterait d'être mise en avant. Il importe donc de se poser les questions suivantes : Quelle est la place des différentes catégories de la population, et en particulier de la jeunesse, qui

⁴⁹ CORDOBES Stéphane, « La prospective à la DATAR et dans territoires 2040 », Millénaire 3CGT.

représente les citoyens de 2039 (un jeune de 15 ans en 2021 aura 18 ans en 2024 et 33 ans en 2039) ? Le Parc est-il celui d'une catégorie de la population ? Par exemple, certaines commissions mises en place par le SMPNR dans le cadre du renouvellement de la Charte, rassemblent seulement des élus délégués au Parc et des agents, d'autres intègrent aussi, par cooptation, des experts, ou des représentants d'associations. Mais quel est le rôle exact de ces commissions ? Participer au diagnostic du territoire ? Préparer la réflexion sur les enjeux de demain pour ce territoire ? Décider de la liste des enjeux prioritaires ?

Les outils de l'ingénierie de la prospective⁵⁰ pourraient comporter des audits des acteurs locaux, un travail de retour sur le passé, et l'élaboration de scénarios utopiques ou dystopiques, autour d'objets de politique publique. D'autres outils sont mobilisables⁵¹, pour repérer dans le présent des signaux faibles du futur, comme les approches sensibles ou artistiques. Pour donner un exemple précis, lors des « rencontres avec les scientifiques » du PNR PA d'octobre 2019, la lecture partagée de l'exposition photographique « temps de pose »⁵² de Sandrine Rousseau, par l'auteur, et par l'ethnologue Arnaud Chandivert⁵³, avait permis des échanges riches au sein du public et la mise en lumière des aspirations des habitants de la vallée considérée, à des « rapports sociaux solidaires, une recherche d'harmonie avec une forte reconnexion à la nature » malgré les différences entre les choix de vie, et les parcours de chacun au moment saisi dans les photographies.

Il serait intéressant aussi de considérer la prospective comme un outil de réflexion « récurrent »⁵⁴ **sans se laisser englober dans l'abondance des contributions**, par exemple en prolongeant l'expérience de la consultation initiée en 2018 par le SMPNR, en faisant de l'approche prospective un processus continu, utilisé pour raviver la vie démocratique, et comme projet éducatif. Cependant, l'écriture de scénarios et l'écoute des acteurs pouvant entraîner une multiplication considérable des propositions de futurs possibles, il importe de ne pas confondre les scénarios de la prospective et les axes stratégiques du projet de territoire souhaitable et réalisable⁵⁵, au risque de l'éparpillement, en limitant les objectifs stratégiques et la planification autour de quelques grands enjeux. D'une manière plus générale, les chercheurs qui interviennent en conclusion de la semaine du développement local organisée par l'UNADEL, le 9 mars 2021⁵⁶, appellent à relever plusieurs défis dans les démarches de construction des projets de territoire, qui s'appliquent bien à notre objet d'étude : *« porter attention au renouvellement de la posture avec une approche systémique, une conscience des boucles rétroactives, une prise en compte des temporalités, une ingénierie financière qui pense le coût de l'inaction et de l'action pour changer nos manières de compter, limiter les oppositions de territoire et de catégories spatiales, intégrer les territoires et personnes peu mobilisés, penser ensemble l'urgence sociale et l'urgence écologique »*.

⁵⁰ GOODY Fabienne. « Les outils de la prospective ». CNAM bureau d'étude prospective grand-Lyon Millénaire 3

⁵¹ « La prospective c'est poser les bonnes questions ». Gones 2011 dans Prospective RATP. Millénaire 3.

⁵² *Temps de pose : 25 habitants de Massat racontent leurs choix de vies* <https://tempsdepose.ariège.com/>

⁵³ CHANDIVERT Arnaud, maître de conférences au département d'ethnologie de l'université Paul-Valéry de Montpellier, LERSEM (Laboratoire d'études et de recherches en sociologie et ethnologie de Montpellier), équipe CERCE (Centre d'études et de recherches comparatives en ethnologie, EA 4584-E1).

⁵⁴ CORDOBES Stéphane. « La prospective territoriale peut-elle rendre la transition écologique heureuse ? » Ecole urbaine de Lyon. Actualité des agences d'urbanisme numéro 37 automne 2020.

⁵⁵ DE JOUVENEL Hugues, « Comment construire un futur commun ? » Futuribles. <https://www.millenaire3.com/>

⁵⁶ BARTHE Laurence et LANDEL Pierre Antoine, *Semaine du développement local : croiser nos expériences pour apprendre ensemble* | Unadel Union nationale des acteurs du développement local UNADEL <https://unadel.org> <https://territoiresetcitoyens.fr/>

L'essentiel sur la prospectives et questionnements

Une base de réflexion à élargir



A retenir

La prospective est un acte de rupture au regard du présent, elle invite à explorer et construire des scénarios sur son futur en croisant les connaissances de chacun sur la réalité de son territoire, les effets des facteurs de changement pour imaginer des évolutions contrastées de ce territoire

La prospective repose sur un travail d'animation et de débat collectif, elle mobilise les savoirs, les imaginations de tous, c'est un acte de création collective

C'est un temps d'inspiration, de prise de recul, d'échange pour agir différemment et mieux sur son territoire : la prospective sert l'action.

Questions à se poser

A quelle échelle mettre en place une démarche prospective, sur quel pas de temps ? (Possibilité de mettre en place des exercices territorialisés par petits bassins ou intercommunalités)

Quels acteurs mobiliser ?

Intérêt d'exercices prospectifs thématiques (accès aux services, visions du territoire par les jeunes, rapport à la nature - *ce ne sont que des suggestions*)

Intérêts d'évènements réguliers autour de démarches, débats, restitutions de débats, travaux prospectifs pour créer une culture locale de la prospective

3.3. Aborder la question des enjeux majeurs pour le PNRPA de 2024 à 2039.

3.3.1. Qu'est-ce qu'un enjeu et quels seraient les enjeux possibles sur le territoire du PNR

PA ?

Pour les géographes, un enjeu est « un objet auquel des acteurs attribuent une valeur »⁵⁷, ce qui est « en jeu » dans un espace donné. Un enjeu peut donc être une ressource, un espace, ou un mode d'usage. Ce concept est utilisé dans la géographie des risques, les « enjeux » étant les êtres ou biens de valeur menacés par un « aléa », et susceptibles d'être « vulnérables » (ou fragiles) face à l'aléa, ce qui explique qu'on rapproche souvent enjeu et vulnérabilité. Un enjeu territorial apparaît comme un enjeu « spécifique » d'un territoire mais nous avons vu plus haut que la définition d'un territoire est liée à des lieux appropriés, parcourus et vécus par les habitants, et qu'un territoire s'inscrit dans un réseau à toutes les échelles.

Définir des enjeux pour un territoire suppose donc de prendre en compte différentes échelles spatiales, régionales, nationales voire mondiales, et plus particulièrement pour les grands enjeux écologiques, puisque qu'un PNR se définit comme « un territoire rural habité dont la faune, la flore, les milieux, les paysages, l'architecture, le patrimoine culturel,

⁵⁷ Définition de « enjeu » <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/enjeu>

les savoir-faire sont reconnus pour leurs qualités remarquables »⁵⁸. Il serait donc pertinent, pour réfléchir aux enjeux territoriaux du PNR PA, et pour rester dans des approches très générales, d'avoir une idée des enjeux de demain recensés, entre autres, par la fédération française des PNR⁵⁹, par la Coordination Nationale des Conseils de Développement⁶⁰ pour la transition écologique, par l'État⁶¹, et enfin, au niveau mondial par l'UNESCO, dans les 17 « Objectifs de Développement Durable » à horizon 2030⁶².

Par exemple, en novembre 2020, dans le cadre d'un webinaire sur la « transition écologique » organisé par la Coordination Nationale des Conseils de Développement, une intervenante pose 4 questions, qui peuvent aider à déterminer des enjeux : Comment changer de mode de développement pour réduire la dépendance énergétique et alimentaire, retisser des liens avec les ressources et compétences locales ? Comment rééquilibrer les interactions entre activités humaines et pérennité des écosystèmes, reconnecter les êtres humains entre eux et avec les milieux qu'ils habitent ? Comment partager des savoirs, des expertises citoyennes et scientifiques pour éclairer les controverses environnementales ? Comment impliquer les acteurs et les citoyens pour co-construire les chemins de transition ?

Enfin, la contribution du projet « Territoires 2040 » et les travaux qui ont suivi, demeurent des références pour se poser les bonnes questions sur les enjeux d'un territoire. Philippe Estèbe explique ainsi, en réponse à la question : « Quels seraient les rendez-vous que le territoire ne devrait pas rater ? », qu'il existe quatre grands enjeux transversaux : la mise en capacité de tous les territoires, la place du territoire dans le monde, la valorisation des biens écologiques communs et l'affirmation des usages sociaux au cœur des politiques d'aménagement.

Cela posé, et à la lumière de tout ce qui a été dit précédemment, il est clair que le conseil scientifique n'a ni la compétence, ni la légitimité pour énoncer les grands enjeux du territoire du PNR PA à l'horizon 2039. Tout au plus pouvons-nous reprendre sous forme d'un tableau de synthèse la liste des thèmes qui apparaissent aux chercheurs comme des enjeux de recherche et des enjeux de société.

⁵⁸ Qu'est-ce qu'un Parc naturel régional ? <https://www.parc-pyrenees-ariegeoises.fr/le-parc-quest-ce-que-cest/quest-ce-quun-parc-naturel-regional/>

⁵⁹ Orientations pour l'avenir des Parc naturels régionaux https://www.parcs-naturels-regionaux.fr/sites/federationpnr/files/document/centre_de_ressources/orientationsavenir1.pdf

⁶⁰ Les enjeux de la transition écologique à l'échelle des territoires <https://conseils-de-developpement.fr/enjeux-transition-ecologique-territoires/>

⁶¹ Enjeux, observatoire des territoires <https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/referentiel/enjeux>

⁶² L'Unesco et les objectifs de développement durable <https://fr.unesco.org/sdgs>



Figure 4 : "Des territoires... face à de nombreux facteurs de changement
Extrait d'une intervention de Laurence Barthe⁶³

Sept facteurs de changement sont mentionnés dans cette figure, auxquels on pourrait ajouter aussi les « tensions sur la biodiversité ».

⁶³ BARTHE Laurence, *Les enjeux du développement territorial : complémentarité des activités, réciprocité des coopérations territoriales*, Intervention au Parlement de la Montagne Groupe projet : « Acceptabilité des projets d'Energie renouvelable en montagne », 1^{er} atelier de travail, 1^e juin 2018 à Saint Gaudens.



Questions de recherche et de société émergentes, des pistes pour les enjeux

- Environnement, changement global et gestion des ressources -

Prise en compte de la biodiversité dans un contexte de changement global : impacts des activités humaines et/ou du réchauffement climatique sur la biodiversité, capacité de réponse ou d'adaptation, évolutions des canicules et des fortes précipitations, sensibilisation à la limitation des impacts anthropiques.

Gestion des ressources :

☞ Gestion des paysages : Quels paysages préserver ? Quels territoires préserver ? Quelle est la perception des paysages et quels sont les projets de gestion des paysages ? Pour quels modèles de croissance « verte » ?

☞ Gestion de la forêt : quelle pertinence de la reforestation avec de nouvelles espèces ? Quelle posture face aux projets de généralisation du bois-énergie ? Quel usage du feu pastoral ?

☞ Gestion de l'eau et de la neige : comment gérer les pollutions aux nitrates et accidentelles, quel avenir pour la neige ?

☞ Gestion du patrimoine : quelle conservation, quelle valorisation ? Quelle utilisation du passé pour penser l'avenir ? Un retour vers le passé pour aider à aller vers le futur ?

- Evolutions des sociétés et nouveaux choix de vie et de développement -

Evolutions de la société dans les espaces ruraux :

☞ Renouveau générationnel de néoruraux et hétérogénéité grandissante de leurs profils

☞ Place de la jeunesse dans un contexte de crises multiples

☞ Nouvelles modalités de partage de la création et de la culture

☞ Vie à la frontière, *perception et acceptation de la frontière*, des phénomènes migratoires et de mobilité

☞ *Modèles de gestion et de gouvernance* qui intègrent tous les acteurs qui participent à la réalisation d'un intérêt général, question de l'accès au foncier agricole.

Nouvelles priorités dans les choix de vie et de développement :

☞ D'autres **manières d'habiter** et d'initier un rapport plus harmonieux et plus intime au milieu

☞ Questionnement autour de la **notion de "bien vivre"**.

☞ Intérêt pour les **signes de qualité**

☞ Souci de la **rénovation urbaine et de la revitalisation des centres bourgs**

☞ Attait pour le **patrimoine, comme levier identitaire ou source de dynamisme**

☞ Hypothèse d'une **résilience particulière à ce territoire**

Les rédacteurs de cette note de synthèse pensent aussi qu'il serait intéressant d'ouvrir au PNR PA un dossier partagé sur les facteurs de changements, qui puisse être alimenté, complété tant sur le détail de chaque facteur que sur le pointage de nouveaux facteurs, et qui permettrait, dans la durée, d'identifier l'émergence d'enjeux majeurs. C'est aussi un outil d'animation qui peut être mobilisé au sein de l'équipe technique du PNR, des élus mais aussi avec les acteurs du territoire.



Exemples de facteurs de changement ou signaux faibles : une liste en construction, non exhaustive...

Démographie : migrations locales, régionales internationales ; vieillissement. Quels seront les profils de la population du territoire dans 20 ans ?

Changement climatique, s'adapter au changement

Impératifs écologiques et ressources vitales : eau, air, énergie, biodiversité

La santé, le soin, le « care », le « community wealth building »

Agriculture (foncier, cultures, modes de culture...), **alimentation**, habitudes alimentaires

Numérique, outils, usages, circulation information, dématérialisation de nos actes professionnels, de l'accès aux services

Gouvernances, coopérations territoriales, action publique, démocratie, pouvoir du citoyen, gouvernance auto-organisée, relation acteur public/acteur privé ; rôle de l'Etat, de l'UE : évolutions de l'action publique, rôle des territoires

Modèles économiques, création des valeurs (modes d'échanges et de rémunération des activités, types de revenus) ; évolution de la mondialisation ; économie territoriale (ESS, économie circulaire...), environnementale, économie des bio-ressources.

Modes de vie : temporalités (sociales, professionnelles, environnementales, biologiques...), modes et lieux de consommation ; pratiques des **mobilités** (accentuation, différenciation, ralentissement) ; **rapport à la nature**, au vivant ; **droits culturels, la diversité culturelle**, identités plurielles ; rapport au tourisme, pratiques touristiques, rapports aux loisirs.

Usages des services et des équipements, concentration des services.

3.3.2. Habiter et Bien vivre, deux concepts clés

Finalement, la question fondamentale est de se demander si le territoire du PNRPA peut devenir le lieu d'expérimentation d'une façon innovante « d'habiter » un territoire, en intégrant le concept du « bien vivre ».

Selon Lazarotti⁶⁴, la réactualisation du mot « habiter », au début des années 2000 est une tentative de réponse scientifique aux transformations du monde : la question de la distinction entre l'urbain et le rural, la question des mobilités multiples, la question de l'articulation du local et du global. Dans cette façon de lire le monde, ce ne sont plus les lieux qui font les habitants mais les habitants fréquentant les lieux qui participent à les construire. Dans un article de 2020⁶⁵ sur le « bien vivre en Occitanie », les auteurs mettent en avant trois lignes de force qui intéressent directement le développement territorial : la première ligne de force correspond à un changement de système de valeurs mettant en avant la qualité de la vie, le mode de vie plutôt que le niveau de vie, ou encore le temps libéré face au temps contraint. La deuxième ligne de force est celle de la remise en question, chez des économistes, des indicateurs mesurant le développement uniquement avec le PIB. Enfin, la troisième ligne de force est la diffusion de l'approche transversale portée par le développement durable, qui a fait évoluer les façons de construire l'action publique, en mettant en avant les préoccupations environnementales. Ainsi en proposant le terme de bien vivre territorial pour un projet de développement local, peuvent être pris en considération à la fois « la trajectoire des territoires – passée et potentielle –, leurs ressources – activées ou non –, et les conditions de leur dynamique d'innovation locale ». Dans cette perspective, la notion de bien vivre territorial permet d'intégrer par exemple « l'aménagement du temps équilibré, un niveau élevé de participation démocratique, l'accès et la participation à des activités récréatives et culturelles ». Les auteurs de cet article expliquent que certains territoires comme le Couserans, qui paraît en grande difficulté selon des indicateurs quantitatifs, sont aussi des territoires du « bien vivre » grâce à la richesse des initiatives,

⁶⁴ LAZZAROTTI Olivier, « Habiter », notion à la une de Géoconfluences, décembre 2013 <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/a-la-une/notion-a-la-une/habiter>

⁶⁵ BARTHE Laurence, SIBERTIN-BLANC Mariette, « Le bien vivre dans les territoires de proximité : des facteurs aux capacités requises. L'exemple de l'Occitanie », fihal-02435158f, 2020.

à l'entraide et à la capacité à répondre aux besoins des populations. Enfin, les auteurs soulignent que la « capacité » des acteurs à maîtriser les différentes ressources (naturelles, paysagères, patrimoniales, culturelles mais aussi humaines et associatives) est fondamentale. Dans certains territoires les acteurs ont su gérer des ressources et articuler valorisation et protection, animation et conservation, dans d'autres les acteurs locaux perçoivent les ressources de leur territoire comme, soit en danger, soit sous-exploitées. Dans une perspective de compréhension des fondements du bien vivre, quatre facteurs sont essentiels⁶⁶ :

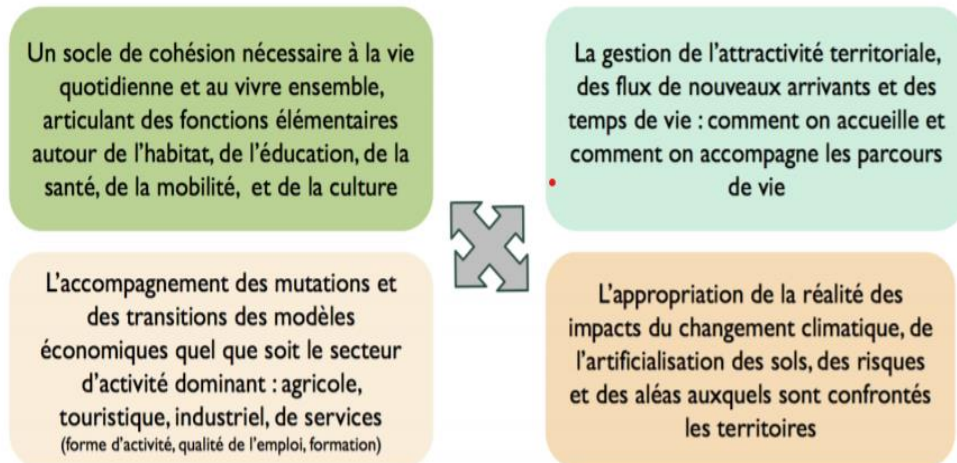


Figure 5 : Le bien vivre territorial, interaction de quatre facteurs

Pour finir, il convient de prendre en compte deux points de vigilance : le premier concerne les effets de ségrégation ou d'inégalités que peuvent générer les démarches de développement local. Les initiatives sont toujours génératrices de logiques vertueuses, en termes de mobilisation, de transformation de la réalité d'un territoire : elles créent de l'intérêt, de l'attractivité, génèrent et inspirent « de nouveaux modèles » avec parfois le risque tant en interne qu'en externe de laisser de côté des territoires, des collectifs peu mobilisés ou visibles, voire confrontés à l'échec. Il ne faudrait donc pas oublier dans chaque démarche les absents, les perdants, les opposants. Les acteurs du développement local, pour ne pas contribuer à l'aggravation de formes d'inégalités, doivent se soucier en permanence de l'acceptabilité et de l'essaimage interne et externe.

Le deuxième point de vigilance, sans doute plus contextuel, est lié à la maîtrise de la rencontre entre les deux grandes urgences, qui bousculent notre société dans sa logique de survie, à savoir l'urgence sociale et l'urgence écologique.

CONCLUSION

⁶⁶ BARTHE Laurence, SIBERTIN-BLANC Mariette. Le bien vivre dans les territoires de proximité : des facteurs aux capacités requises. L'exemple en Occitanie. 2020. hal-02435158

Au terme de ce travail, nous avons bien conscience que cette note n'apporte pas de réponse complète aux questions qui nous ont été posées, et même qu'elle s'attache davantage à poser des questions qu'à faire des propositions concrètes. Mais en définitive, n'est-ce pas là, précisément, le rôle du Conseil scientifique d'un PNR ?

Pour penser les ressources et la prospective territoriale et déterminer les grands enjeux de demain sur le territoire du PNR des Pyrénées Ariégeoises, il nous semble, d'abord, qu'on ne peut faire l'économie de la relecture des concepts et d'une compréhension de leur « complexité » selon la définition d'Edgar Morin, qui définit une pensée complexe comme celle qui reconnaît l'incomplétude et l'incertitude, et dans une analyse « systémique », c'est-à-dire qui établit des ponts entre les disciplines et prend en compte les boucles de rétroaction. Le concept de ressource s'étend, au-delà d'une vision extractiviste, vers une définition ouverte qui en fait une construction sociale autour de moyens matériels et immatériels. La notion de territoire est à comprendre autrement que comme un « espace local » en prenant en compte sa dimension symbolique, son appropriation, les enjeux liés à sa maîtrise, l'usage des lieux et les mobilités. Enfin la prospective territoriale n'est pas ou n'est plus l'objet d'étude des « aménageurs du territoire » mais un outil au service de la construction d'un projet de territoire créé et approprié par les habitants. Pour alimenter la réflexion du SMPNR sur les ressources territoriales, le Conseil scientifique présente une synthèse, certainement incomplète car limitée aux travaux des contributeurs des questions de recherche en cours et émergentes sur le territoire du PNRPA ou de territoires semblables, ainsi que des questions de société sous-jacentes, en lien avec les ressources énoncées par le SMPNR. Les travaux de recherche des membres du Conseil scientifique abordent majoritairement des sujets touchant à la biodiversité, aux paysages, au patrimoine, à la connexion à la nature, à la gestion de l'espace et à la forêt. Les deux grands champs émergents de la recherche portent sur les enjeux environnementaux et les évolutions de la société dite « rurale ». Les questions de société sous-jacente sont celles des « modes de gestion » des écosystèmes et du patrimoine, avec une réflexion sur les notions de cadre et de qualité de vie, sur le « bien vivre », au cœur des aspirations de la société pour le développement local de demain.

Le PNR PA a le mérite de chercher des approches nouvelles et originales pour renouveler sa charte, tant dans cette approche par les ressources que dans sa volonté affichée de s'inscrire dans des démarches de prospective territoriale. L'analyse des ressources choisies par le SMPNR et de leurs composantes, et les expérimentations ou ateliers de prospective menés, montre qu'une volonté de réflexion existe sur la définition des ressources, et sur la démocratie participative, mais a encore des limites. La présentation des ressources et de leurs composantes telle qu'elle est faite dans la liste proposée pourrait être discutée, en particulier la prise en compte des interactions entre elles, les différences de point de vue dans leur énonciation, la répartition des composantes dans les ressources, la place de certaines données comme ressources plutôt que comme composantes, et l'importance du champ sémantique de la nature et du patrimoine. Dans le domaine de la prospective, les efforts d'expérimentation récents sont un début intéressant, mais encore ponctuel.

Bien conscients des limites de notre « expertise », et soucieux de ne pas nous positionner en « donneurs de leçon », nous nous permettons cependant de suggérer quelques points clés pour accompagner cet exercice difficile du renouvellement de la charte. Sur la définition du concept de ressource, nous invitons le PNR PA à privilégier une approche ouverte des ressources, pas seulement des richesses à exploiter ou des objets à protéger, mais le résultat d'une dynamique d'acteurs. Dans les regards prospectifs, nous proposons d'élargir autant que possible les échanges et de partager la réflexion avec les habitants, en utilisant des outils variés, de façon régulière et durable, pour parvenir à dégager collectivement les grands enjeux de demain, mais sans pour autant confondre approches prospectives et définition des objectifs stratégiques, au risque d'un éparpillement rendant la gestion impossible. Enfin, pour participer au débat sur les grands enjeux de demain sur le territoire du Parc à l'horizon 2039, les questions de recherche actuelles et émergentes donnent des pistes : les sujets majeurs sont la biodiversité, les impacts qu'elle subit et ses capacités de résilience, une gestion repensée des paysages, de la forêt, de la ressource en eau et du patrimoine, une réflexion sur les enjeux sociétaux, en particulier sur le renouvellement des néoruraux, la place de la jeunesse, les nouvelles

approches de la culture et des modes de gouvernance qui intègrent tous les acteurs soucieux de l'intérêt général, et enfin une attention portée aux nouvelles manières d'habiter le territoire, au concept de « bien vivre », à la rénovation urbaine, et à une autre façon de penser le patrimoine.



Deux regards inspirants

- Trois grandes convictions -

« La première est celle de la capacité toujours renouvelée et vive des territoires, de leurs habitants dans leur diversité de bâtir le quotidien, le vivre ensemble, de maintenir la vie, de résister, d'inventer les solutions adaptées, d'expérimenter des voies nouvelles pour faire face aux défis de différents ordres et essayer d'améliorer le bien vivre commun ;

La deuxième est celle que le développement local n'est pas un projet désincarné, un parcours technique ou technocratique mais qu'il est avant tout affaire d'engagement, d'impertinence, de valeurs, de sens, de rêves, d'utopies concrètes où le sensible, l'émotion occupent toute leur place.

La troisième est celle de l'importance vitale des réseaux, ou plus simplement des lieux de partage appréhendés comme des leviers, des activateurs de liens, d'ouverture, de partage et de questionnement autour de cette myriade d'initiatives que portent habitants, associations, collectifs, acteurs économiques, institutions ».

- La question-boussole de ce siècle -

« Comment hériter intelligemment de la modernité, faire la part des choses dans nos legs historiques entre les émancipations à chérir et protéger et les errances toxiques ? C'est une des grandes questions de ce siècle. C'est la question boussole pour naviguer en tenant ferme le cap dans la houle entre les 2 positions manichéennes que sont d'un côté les envolées antimodernes qui condamnent en bloc toute la modernité, mal incarnée, tout en jouissant de ses produits : de l'autre les attitudes hyper modernes qui veulent accélérer sur le même vecteur du progrès dont on sait désormais qu'il est un cap au pire, en défendant une doctrine odieuse du TINA (There Is No Alternative) qui permet de ne pas réfléchir, méditer, ni remettre en cause ce qui est toxique dans notre héritage ».

Selon Laurence Barthe⁶⁷ (énoncées en conclusion de la semaine du développement local de mars 2021) et le philosophe Baptiste Morizot⁶⁸

Au sein du Conseil scientifique, nous partageons l'idée que ce qui est fondamental pour le renouvellement de la charte du PNR des Pyrénées Ariégeoises est bien de savoir comment on « habitera » demain ce territoire, petit morceau du monde, et que c'est une question à laquelle les habitants eux-mêmes sont les plus à même de répondre. La place des scientifiques, dans cette réflexion, consiste à aider à la présentation des enjeux dans leur complexité, à permettre la prise de distance en intégrant à la réflexion sur les enjeux locaux une approche des enjeux à d'autres échelles ou dans d'autres lieux, sur les sujets qu'ils étudient. C'est ce que s'efforce de faire le Conseil scientifique en publiant des notes de synthèse et en proposant des rencontres de diverses natures aux élus et aux habitants, aux côtés des chargés de mission.

➤ En annexe de cette note, 27 fiches thématiques sur les travaux de recherche des membres du conseil scientifique.

⁶⁷ Semaine du développement local : croiser nos expériences pour apprendre ensemble | Unadel <https://unadel.org/actions-chantiers/journees-des-territoires/>

⁶⁸ MORIZOT Baptiste. *Manières d'être vivant. Enquête sur la vie à travers nous*, Actes Sud, 2020, page 32.